

JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

ABONNEMENTS

NIGER	1 an -	25.000 FCFA
	6 mois -	12.500 FCFA
ETRANGER	1 an -	38.000 FCFA
	6 mois -	19.000 FCFA

VENTE AU NUMERO

	Année courante	Année antérieure
NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA

MODALITES DE PAIEMENT

Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance.

Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire.

Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie.

INSERTION

Trois mille (3.000) francs CFA la ligne.
Un minimum de perception de 30.000 FCFA.
par annonce sera appliqué pour les insertions.

Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :

**JOURNAL OFFICIEL
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER**

B.P. 116 NIAMEY
Téléphone : **20.72.39.30 / 20.72.20.59**
20.20.3255 / 20.20.3313.

SPECIAL N° 07

Cette édition spéciale comprend Trois (3) cahiers
Premier cahier

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Premier cahier

Exposé des motifs du projet de loi de finances portant budget de l'exercice 2012	58
Loi n° 2011-46 du 14 décembre 2011 , portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2012	63
Annexe I : Détail prévisions des recettes LF 2012 (en francs CFA)	71
♦ Titre 0 : Recettes du budget de l'Etat	71
Annexe II : Détail dépenses de l'Etat LF2012 (en francs CFA)	86
♦ Titre 1 : Amortissements des charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures	86
♦ Titre 2 : Dépenses de personnel	88

Deuxième cahier

♦ Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	97
--	----

Troisième cahier

♦ Titre 4 : Subvention et autres transferts courants ...	394
♦ Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	426
Annexe III :	546
♦ Tableau n° 01 : Synthèse des prévisions des dépenses par titre toutes sections LF2010-LF2012 (en francs CFA)	546
♦ Tableau n° 02 : Liste unifiée des dépenses de lutte contre la pauvreté LF2012 (en francs CFA)	550
Annexe IV : Comptes spéciaux du trésor LF2012 (en milliers francs CFA)	608
♦ Titre 7 : Détail des recettes	608
♦ Titre 7 : Détail des dépenses	609
Document révisé de Stratégie d'endettement public au titre de l'année 2012	613

EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI DE FINANCES PORTANT BUDGET DE L'EXERCICE 2012

La présente loi de finances 2012 est établie conformément aux dispositions de la loi n° 2003-11 du 01 avril 2003 portant loi organique relatives aux lois de finances.

Elle détermine, pour l'année 2012, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat, sur la base de l'évolution attendue de l'économie nationale et des grands objectifs de développement de l'Etat.

Ainsi, le projet de budget 2012 est bâti à partir du cadrage macroéconomique 2012-2014 et du Cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) global, élaboré de manière consensuelle et participative pour la même période. Il s'inscrit également dans le cadre du Programme de politiques économiques et financières et des autres programmes sectoriels conclus avec nos partenaires au développement, ainsi que le respect des engagements du pays relatifs aux critères de convergence de l'UEMOA.

Il vise la mise en cohérence des allocations budgétaires avec la réalisation des objectifs poursuivis à travers, notamment, la recherche de l'efficacité économique et l'équité sociale des dépenses publiques, la relance des investissements publics en soutien à la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Les grands objectifs du Gouvernement, sur lesquels se basent les prévisions budgétaires 2012, découlent de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, présentée par SEM le Premier ministre devant l'Assemblée nationale, laquelle Déclaration s'inspire elle-même des orientations contenues dans le Programme de SEM le Président de la République. Ces objectifs se déclinent comme suit :

- bâtir des institutions fortes, crédibles et durables ;
- assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national ;
- relancer l'économie et promouvoir le développement social à travers les investissements publics avec un accent particulier sur le développement du partenariat public privé ;
- assurer la sécurité alimentaire par la mise en œuvre de l'Initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens) ;
- assurer l'accès à l'eau potable pour tous à travers la réhabilitation et la construction d'ouvrages hydrauliques urbains, ruraux et pastoraux ;
- développer les infrastructures et l'énergie par des investissements dans les routes, les pistes rurales, l'électricité et les chemins de fer ;
- améliorer significativement les indicateurs sociaux (éducation et santé) ;
- créer des emplois au profit des jeunes.

Pour ce faire, les actions du Gouvernement viseront en priorité :

- la recherche de la souveraineté alimentaire à travers la mise en œuvre de l'Initiative « 3N » (les Nigériens nourrissent les Nigériens) ;
- l'exercice par l'Etat de sa souveraineté sur l'exploitation et la gestion de nos ressources naturelles et du sous-sol en toute transparence afin de procurer à notre pays les ressources financières nécessaires aux investissements ;

- la restructuration de l'économie, notamment par l'accroissement du poids du secteur secondaire et du secteur tertiaire ;

- l'amélioration des indicateurs sociaux dans les secteurs de l'éducation et de la santé, en vue d'accroître sensiblement les capacités de nos ressources humaines à faire face aux exigences du développement ;

- la mobilisation conséquente des ressources internes et externes pour l'accélération de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement et assurer la croissance et l'emploi.

Dans la droite ligne du respect de ces orientations, le Gouvernement entend poursuivre les réformes déjà entamées et mettre en œuvre de nouvelles mesures aptes à permettre un accroissement des ressources tant internes qu'externes, ainsi que l'amélioration des allocations budgétaires visant une meilleure qualité de la dépense publique.

Ainsi, pour soutenir l'accroissement des ressources de l'Etat et assurer un meilleur encadrement des dépenses, les mesures à mettre en œuvre porteront sur :

- la poursuite de la modernisation de la gestion des finances publiques, à travers la mise en œuvre du plan d'actions de la seconde revue des dépenses publiques et de responsabilité financière (PEMFAR II), tout en visant l'amélioration des outils de la préparation du budget, à travers un Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) global et des CDMT sectoriels ;

- la recherche continue d'une meilleure qualité de la dépense publique, par l'orientation des dépenses de l'Etat vers les secteurs prioritaires déclinés dans la Déclaration de politique générale du Gouvernement, en liaison avec la Stratégie de croissance et de développement (SCD) ;

- le renforcement des capacités des structures chargées du contrôle de l'exécution des dépenses publiques, ainsi que celles chargées de la passation des marchés publics en vue de permettre un meilleur respect de la réglementation dans le domaine des finances publiques ;

- une meilleure attraction des investisseurs privés nationaux et étrangers à travers la mise en œuvre efficace par toutes les parties du Code des investissements et des autres incitations prévues par la réglementation nationale en vigueur ;

- la poursuite du processus de restructuration des entreprises publiques et du secteur financier, avec l'appui des partenaires techniques et financiers ;

- le maintien de la fixation des prix des hydrocarbures sur la base des évolutions des cours internationaux des produits pétroliers et du dollar.

Cette loi de finances fait, en outre, suite à celle de 2011 qui a été caractérisée par un retour au réalisme budgétaire, à la prise en compte de la nouvelle configuration des Pouvoirs publics et par la prise en charge de l'appui à apporter aux populations pour endiguer l'insécurité alimentaire.

Le présent exposé des motifs est structuré en trois (3) parties. La première partie est consacrée au contexte économique qui sous-tend le budget. La deuxième partie retrace les principales orientations sur lesquelles reposent les projections budgétaires. Enfin, la troisième partie donne les grandes masses du budget en recettes et en dépenses.

I – LE CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL

1.1 Environnement international

Après s'être contractée de 0,8% en 2009 selon les estimations du FMI contre une progression de 3% en 2008, l'activité économique mondiale a renoué avec la croissance en 2010 avec une progression estimée à 5%. Pour les années 2011 et 2012, les projections tableraient sur un taux de croissance de 4,5%. La reprise serait plus marquée dans les pays émergents et les pays en développement, où la croissance du PIB devrait atteindre près de 6,5%.

Cependant, au moment où la reprise semble se consolider, les niveaux élevés de l'endettement des pays développés, avec la crise des dettes souveraines, a provoqué une volatilité importante des marchés financiers mondiaux qui ont eu pour conséquence des rendements baissiers. Ainsi les prévisions de croissance économique ont été revues à la baisse.

Toutefois, la croissance des économies émergentes dépasse celle des pays développés. Durant toute l'année 2010, la croissance du PIB de l'Asie émergente a retrouvé son rythme d'avant crise, à 9,2%.

L'Afrique subsaharienne s'est remise de la crise financière mondiale et la région a connu une croissance rapide en 2010. Les projections laissent présager une expansion de l'activité réelle de l'Afrique subsaharienne de 5,5% en 2011 et 6% en 2012 avec des perspectives économiques de la zone UEMOA qui restent marquées par une accélération de la croissance de l'activité économique. Selon les projections, la région enregistrerait des taux de croissance de 4,7 % en 2011 et 5,4 % en 2012.

La situation des finances publiques dans la zone se caractérise par un solde budgétaire de base qui est estimé à -1,3% du PIB nominal en 2010 alors que les projections 2011 et 2012 seraient respectivement de -1% et -0,5% du PIB nominal.

1.2. Evaluation de la situation économique et financière nationale pour l'année 2011

L'activité économique nationale a connu en 2010 une progression de 8% contre une baisse de 0,9% en 2009.

Les perspectives pour 2011 ont été élaborées conformément aux dispositions du décret n° 2003-243/PRN/MF/E du 30 septembre 2003 déterminant le processus de préparation annuelle du budget national.

Ces perspectives sont bâties sur la base d'un scénario de référence assis sur l'hypothèse d'un redressement progressif de l'économie mondiale. En effet, même si l'économie nigérienne est moins intégrée aux marchés financiers et de capitaux internationaux et la demande d'uranium (principal produit d'exportation) à l'abri de l'instabilité des cours mondiaux, elle pourrait en pâtir en cas de récession prolongée d'une baisse de l'aide extérieure et d'une dégradation de son solde commercial particulièrement avec le Nigéria dont l'économie est plus intégrée et dépendante fortement des recettes pétrolières.

De même, il est fait, au plan régional, l'hypothèse de l'augmentation de la demande extérieure avec une conjoncture favorable au Nigéria.

Globalement le taux de croissance se situerait à 5,5% en 2011 contre 8% en 2010.

Au plan de l'offre, on s'attend à une relance de l'activité économique qui serait essentiellement imputable aux activités minières, énergétiques, des transports et télécommunications et dans l'hypothèse d'une bonne campagne agricole dont la croissance du secteur se situerait autour de 5%.

Par secteur, les évolutions se présenteraient comme suit :

- le secteur primaire enregistrerait une hausse de 4,7% contre 17,1% en 2010 ;
- le secteur secondaire progresserait de 6,6% contre 6,9% en 2010. Cette légère décélération serait essentiellement imputable en grande partie au secteur minier qui croîtrait de 9,8% contre 18 % en 2010 ;
- le secteur tertiaire croîtrait de 5,3% contre 0,1% en 2010.

Sur le plan des finances publiques les recettes internes sont estimées à 618,4 milliards de francs CFA, en hausse de 246,3 milliards, soit 66,1% par rapport aux réalisations 2010. La réalisation de cette performance serait essentiellement basée sur un meilleur recouvrement au niveau des recettes fiscales totales et des recettes non fiscales. Les recettes fiscales seraient de 575,7 milliards de F CFA et les recettes non fiscales s'établiraient à 42,7 milliards de F CFA.

Ainsi, une performance des recettes fiscales est attendue tant au niveau de la fiscalité intérieure que de la fiscalité de porte.

Les dépenses totales et prêts nets pour l'année 2011 sont estimées à 969,3 milliards de F CFA. Comparées aux réalisations 2010 (572,8 milliards), elles enregistrent une augmentation de 396,5 milliards soit 69,2%. Elles sont essentiellement composées de 512,7 milliards de dépenses courantes totales et 456,5 milliards de dépenses d'équipement et on note une hausse de tous les postes de dépenses. Ainsi, au niveau des dépenses courantes, les traitements et salaires, les matériels et fournitures et les subventions qui étaient de 97,7 milliards, 101,5 milliards et 120,2 milliards en 2010, passent respectivement en 2011 à 122,6 milliards (soit une hausse de 25,4%), 95,5 milliards (soit une baisse de 5,9%) et 254,7 milliards (soit une hausse de 111,8%).

Au niveau des dépenses d'investissement qui sont prévues pour 456,5 milliards de F CFA, elles se décomposent en dépenses d'équipement sur ressources propres pour un montant de 205,9 milliards soit une augmentation de 108,6 milliards de F CFA (111,6%) par rapport aux réalisations 2010 et en dépenses sur ressources extérieures pour un montant de 250,6 milliards, avec une hausse de 130,1 milliards (107,9%) par rapport aux réalisations 2010.

En dépit de l'augmentation de tous les postes de dépenses, l'effort de mobilisation des recettes budgétaires permet de maintenir les soldes budgétaires à des niveaux soutenables. Ainsi, la balance de base est estimée à -100,2 milliards de F CFA.

Le déficit global estimé à 361,0 milliards de francs CFA sera financé par l'extérieur à hauteur de 336,9 milliards et le financement intérieur serait de 24,0 milliards de F CFA dont le secteur bancaire contribuera pour 22,4 milliards et le secteur non bancaire à hauteur de 1,6 milliards.

Ces prévisions sont sous tendues par les hypothèses suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre du programme économique et financier et des réformes des finances publiques et du secteur financier pour la consolidation du cadre macroéconomique ;
- la poursuite des programmes d'irrigation et l'extension des surfaces cultivables visant à réduire la dépendance de la production agricole des aléas climatiques ;
- la mise en œuvre de la Stratégie de croissance et de développement (SCD) à travers la mise en œuvre de l'Initiative 3N avec l'accélération de la politique d'irrigation et de nouvelles superficies cultivables, l'intensification des investissements, l'attrait des investisseurs privés dans le secteur du développement rural ;

- la poursuite des grands chantiers notamment : le barrage de Kandadji, le 2ème pont, la construction d'abattoirs modernes, de la raffinerie de pétrole et du pipeline, le forage du gisement d'Agadem ;
- le développement et la modernisation des infrastructures de transport ;
- l'exploitation des mines de SOMINA et SAMIRA ;
- l'accélération du renforcement des capacités de l'administration pour un meilleur encadrement des différentes politiques ;
- une mobilisation plus accrue des ressources intérieures et extérieures.

Sur la base des variantes retenues, la situation économique enregistrerait des performances appréciables sur la période avec un taux de croissance de 6,7% en moyenne. Les évolutions qui y sont présentées supposent un soutien ferme des autorités aux régies financières afin de mettre en œuvre leur plan d'actions permettant ainsi d'accroître les revenus fiscaux de l'Etat sans bloquer l'élan de croissance. Elles nécessitent également un dialogue franc entre les différents acteurs pour mettre en adéquation les ressources disponibles et les besoins exprimés par les différents secteurs et mettre en œuvre leurs stratégies de développement.

II- PRINCIPALES HYPOTHESES DU BUDGET 2012

Au plan économique, la loi de finances 2012 repose sur l'hypothèse d'un taux de croissance réelle de 8,5% de l'économie nationale. Cette croissance sera soutenue par la mise en œuvre du Programme du Président de la République notamment la poursuite des grands chantiers en cours dans le domaine des routes, du secteur des mines, du domaine hydraulique et énergétique et des autres infrastructures.

Relativement au secteur minier, il est attendu des ressources additionnelles à partir de 2012.

Ainsi, au titre des recettes, le budget 2012 repose principalement sur la consolidation des acquis, la prise en compte des retombées des secteurs minier pétrolier avec, notamment, la mise en exploitation de SORAZ, une meilleure fiscalisation du secteur de la téléphonie mobile et la taxation des marchandises sur leurs valeurs réelles. A cet effet, en 2012 les mesures nouvelles ci-après seront mise en œuvre :

- la modification du taux admis pour l'amortissement du matériel et outillage industriel ;
- la réduction, de 4 à 2%, du taux de l'impôt minimum forfaitaire applicable aux opérations de réexportation ou de transit faites par des opérateurs immatriculés ;
- l'institution d'une Attestation de régularité fiscale (ARF) pour les personnes physiques ou morales se livrant aux opérations de réexportation ou de transit ;
- la modification de la base taxable de la taxe immobilière concernant l'outillage fixe des établissements industriels ;
- le réaménagement des taux de la patente synthétique concernant les professions relevant du commerce et les prestations de service autres que les transports ;
- la taxation du riz importé, à l'exception du riz de luxe, sur la base de la valeur transactionnelle et l'exonération de la TVA sur ce produit ;
- la taxation du sucre en poudre sur la base de la valeur transactionnelle et l'application sur ce produit du taux réduit de la TVA de 5% ;
- l'imposition de l'huile alimentaire au taux réduit de la TVA de 5% ;

- l'imposition aux droits d'accises des cessions à titre onéreux, gratuit ou de fait du café, au taux de 12%, et des véhicules de tourisme d'une puissance supérieure ou égale à 13 CV, au taux de 10% ;
- la modification des tarifs de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur.

En plus de ces mesures fiscales, il est prévu également la mise en œuvre de certaines mesures d'ordre administratif, à savoir :

- une meilleure synergie entre la DGI et la DGD pour le renforcement des mesures de lutte contre la fraude (notamment les exonérations fiscales accordées par l'Etat) ;
- le suivi, de bout en bout, par la DGD, la DGI et la DGTC pour les opérations de d'exploitation et de commercialisation des produits pétroliers. A cet égard, il est proposé la mise en place d'un bureau des douanes au niveau de la SORAZ et des autres sociétés minières et pétrolières, l'objectif étant de permettre la liquidation exacte des droits revenant à l'Etat ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale à tous les niveaux à travers la mise en œuvre des recommandations de l'étude sur les dépenses fiscales ;
- la sécurisation des recettes publiques ;
- la revue de certains avantages fiscaux, qui paraissent exorbitants, notamment ceux accordés aux entreprises de téléphonie cellulaire ;
- les mesures d'amélioration du fonctionnement des services fiscaux.

Par ailleurs, la loi de finances 2012 intègre également comme recettes d'ordre les exonérations fiscales accordées à certaines catégories d'agents économiques, aux ONG et aux diplomates, dans le cadre de certaines conventions et facilités économiques en soutien aux investissements privés productifs. Cette pratique est proposée pour refléter dans les comptes publics tout l'effort d'investissement de l'Etat.

En matière de dépenses, des efforts seront entrepris pour :

- assurer la qualité et l'efficacité de la dépense publique ;
- renforcer les capacités des structures chargées du contrôle de l'exécution des dépenses publiques et de la passation des marchés publics ;
- améliorer les procédures d'exécution des dépenses publiques à travers l'élaboration par toutes les administrations dépendantes de plans de passation de marchés publics adossés à des plans d'engagement des dépenses ;
- renforcer la lutte contre la corruption ;
- poursuivre l'apurement des arriérés de l'Etat, notamment vis-à-vis des institutions financières, dans le cadre de l'opération globale d'apurement de la dette intérieure ;
- résorber le différé sur les prix des produits pétroliers pendant une période n'excédant pas trois ou quatre (4) mois, à compter du mois de janvier.

En outre, la stratégie du Gouvernement s'inscrira dans le démarrage d'importants investissements dans les domaines prioritaires définis par la Constitution et la poursuite des grands chantiers de développement.

Ainsi, de très importants investissements et actions prioritaires sont prévus dans le budget 2012. L'objectif poursuivi par le Gouvernement est d'accélérer la réalisation des investissements nécessaires à la croissance et au développement, tout en préservant la soutenabilité de sa situation budgétaire et la viabilité de la dette publique.

III- LES GRANDES MASSES DU BUDGET 2012

3.1. Les ressources du budget général

Les ressources du budget général de l'Etat, au titre de 2012, s'élèvent à **mille deux cent soixante deux milliards sept cent soixante sept millions huit cent quatre vingt quinze mille cinquante un (1.262.767.895.051) francs CFA**, contre neuf cent trente trois milliards quatre cent quatre vingt douze millions cent vingt quatre mille neuf cent douze (933.492.124.912) francs CFA en 2011, soit une augmentation de trois cent vingt six milliards trois cent vingt six millions cent dix sept mille deux (329.275.770.139) francs CFA, correspondant à 35,27% en valeur relative.

Par nature, les prévisions de recettes 2012 se présentent comme suit (en millions de francs CFA) :

1. Ressources internes	811 925
<i>Recettes fiscales</i>	<i>730 059</i>
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>65 754</i>
<i>Dont : - produits financiers</i>	<i>62 575</i>
<i>- Amendes et Pénalités</i>	<i>2270</i>
<i>Recettes exceptionnelles</i>	<i>16 112</i>
<i>Dont : PPTE</i>	<i>15 595</i>
2. Ressources extérieures	450 843
<i>Dont : Dons projets et legs</i>	<i>285 080</i>
<i>Emprunts projets</i>	<i>165 763</i>
Total recettes	1 262 768

a. Ressources internes :

Au plan interne, les prévisions de recettes sont estimées à la somme de 811.925 milliards de F CFA, soit 64,30% des prévisions totales. Elles sont constituées de recettes fiscales, de recettes non fiscales et de recettes exceptionnelles.

(i) Recettes fiscales :

Elles sont évaluées à 730.059 milliards de F CFA soit 57,81% des recettes totales.

(ii) Recettes non fiscales :

Ce sont des recettes qui sont attendues du patrimoine immobilier et mobilier de l'Etat. Constituées principalement des dividendes (60.435 milliards), elles sont estimées à 65.754 milliards de F CFA.

(iii) Recettes exceptionnelles :

Programmées pour 16.112 milliards de F CFA, elles sont, pour l'exercice 2012, composées principalement des ressources PPTE (15.595 milliards).

b. Ressources extérieures :

Les ressources extérieures s'élèvent à un montant de 450,843 milliards, représentant 35,70% des prévisions budgétaires totales. Attendues des partenaires multilatéraux et bilatéraux, elles sont destinées au financement des projets et programmes de développement sous la forme :

- de dons projets pour 197.850 milliards de F CFA ;
- des fonds de concours pour 87.230 milliards de F CFA ;
- des emprunts projets d'un montant de 165.763 milliards de F CFA.

3.2. Les dépenses du budget général

Les dépenses du budget général de l'Etat de l'année 2012, sont évaluées au même niveau des ressources, soit un montant de **mille deux cent soixante deux milliards sept cent soixante sept millions huit cent quatre vingt quinze mille cinquante un (1.262.767.895.051) francs CFA**, contre neuf cent trente trois milliards quatre cent quatre vingt douze millions cent vingt quatre mille neuf cent douze (933.492.124.912) francs CFA en 2011, soit une augmentation de trois cent vingt six milliards trois cent vingt six millions cent dix sept mille deux (329.275.770.139) francs CFA, correspondant à 35,27% en valeur relative, qui est la même que celle des recettes.

<i>Titre budgétaire</i>	<i>2011</i>	<i>2012</i>	<i>Variation</i>	<i>%</i>
Titre 1 : Dette publique	53 573 202 443	81 371 963 000	27 798 760 557	6,44%
Titre 2 : Dépenses de personnel	126 718 018 260	139 991 916 728	13 273 898 468	11,09%
Titre 3: Dépenses de fonctionnement	101 011 528 986	101 170 832 506	159 303 520	8,01%
Titre 4 : Subventions et transferts	318 795 168 252	361 921 156 910	43 125 988 658	28,66%
Titre 5 : Investissements	333 394 206 971	578 312 025 907	244 917 818 936	45,80%
Total dépenses	933 492 124 912	1 262 767 895 051	329 275 770 139	100,00%

Pour l'année 2012, la dette publique représente 6,44% du montant total du budget ; les dépenses de personnel 11,09% ; les dépenses d'achat de biens et services 8,01% ; les subventions et autres transferts courants 28,66% et les dépenses d'investissements 45,80%.

L'important niveau des dépenses d'investissements témoigne de l'orientation du Gouvernement de privilégier les dépenses indispensables pour une croissance économique durable axée sur la lutte contre la pauvreté.

Les prévisions de dépenses par nature, au titre de l'année 2012, se présentent comme suit :

(i) Dette publique :

La dette publique passe de 55.234 milliards de F CFA, en 2011, à 81.372 milliards F CFA, en 2012, accusant une hausse en valeur absolue de 27.799 milliards de F CFA.

(ii) Dépenses de personnel :

Les dépenses de personnel sont celles qui sont relatives aux traitements et salaires des personnels civils et militaires. Elles sont estimées à 139.992 milliards en 2012, contre des prévisions de 126.718 milliards de F CFA en 2011, soit une variation de 13.274 milliards de F CFA. Cette hausse est essentiellement due à (1) l'augmentation des indemnités dues à certains responsables envisagée par le Gouvernement, (2) la prévision de la titularisation de certains enseignants contractuels de l'éducation et de la santé, (3) la prise en compte des reclassements, avancements et des retours de diverses positions particulières des agents de l'Etat, (4) l'adoption de statuts autonomes pour certains corps non prévus en 2011, à savoir la Police Nationale, les Eaux et forêts et la Douane non encore approuvé (5) et des nouveaux recrutements notamment dans le secteur de l'éducation (6).

(iii) Dépenses de fonctionnement :

Il s'agit des dépenses pour les acquisitions de l'ensemble de biens et services indispensables au bon fonctionnement des services publics. Ces dépenses ont connu une augmentation, entre 2011 et 2012, de 0.150 milliard de F.CFA. Elles sont prévues pour 101.171 milliards de F CFA.

(iv) Subventions et transferts :

Les subventions et transferts passent de 318.795 milliards de F CFA en 2011 à 361.921 milliards en 2012, accusant une augmentation de 43.126 milliards de F CFA. L'augmentation est liée essentiellement à la prise en compte de la subvention du budget général aux budgets de l'Assemblée nationale et de la Haute Cour de justice qui sont annexés à la loi de finances, des incidences financières induites par l'alignement des salaires des agents des EPA sur les salaires des fonctionnaires, la subvention de l'Etat pour l'achat des engrais, la subvention au fonds d'investissements prioritaires, les pécules des contractuels, entre autres .

L'ensemble de ces dépenses courantes, estimées à 603.084 milliards, seront assurées sur la base recettes internes permanentes, et permettre ainsi de dégager un surplus qui sera affecté aux dépenses d'investissement.

(v) Dépenses d'investissement :

Au cours de l'année 2012, l'Etat envisage de mener des investissements pour un montant de 578.312 milliards de F CFA, contre 333.394 milliards de F CFA, soit une progression de 244.918 milliards de F CFA.

Ces dépenses sont effectuées dans le but d'améliorer, à terme, les conditions de vie des populations nigériennes, elles sont constituées des investissements qui seront réalisés sur fonds internes permanents de l'Etat et des investissements sur ressources externes.

o Investissements sur fonds propres :

Les dépenses relatives aux investissements sur fonds propres sont estimées à 251.437 milliards de F CFA, et concernent les postes suivants :

* Acquisitions de biens durables : il s'agit des moyens matériels qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'administration,

* Contrepartie des projets sur financements extérieurs : permettant de garantir la contribution nécessaire à la mobilisation de certaines ressources extérieures,

* Projets et programmes (100% Trésor) : il s'agit des investissements qui seront effectués par les ministères sectoriels, sous la forme de projets et programmes à plus ou moins long terme.

o Investissements sur fonds extérieurs à effectuer dans le cadre du Programme d'investissement de l'Etat :

Les dépenses relatives à ces investissements sont estimées à 330.463 milliards de F CFA et sont constituées principalement de :

* Aides non remboursables : elles sont évaluées à 197.850 milliards de F CFA,

* Emprunts projets : ils sont estimés à 165.763 milliards de F CFA.

IV- LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Globalement, il est ouvert en recettes et en dépenses, pour l'année 2012, au titre des comptes spéciaux du trésor un montant de vingt un milliards six cent soixante treize millions quatre cent vingt mille (21.673.420.000) francs CFA, suivant le tableau ci-après :

<i>Intitulé</i>	<i>Montant</i>
Magasins sous douane	1 440 000 000
Fonds spécial de contrôle (FSEC)	181 500 000
Exploitation des affrètements avions	2 050 000 000
Exploitation matériel du génie militaire	304 700 000
Fonds national de retraite (FNR)	8 236 720 000
Fonds d'investissements prioritaires (FIP)	8 700 000 000
Fonds de développement et du tourisme	132 000 000
Fonds d'appui à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage (FAFPCA)	628 500 000
Total	21 673 420 000

Tels sont les motifs qui justifient le présent projet de loi de finances au titre de l'année.2012.

Le ministre des finances

Ouhoumoudou Mahamadou.

Loi n° 2011-46 du 14 décembre 2011, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2012.

Vu la Constitution du 25 novembre 2010,

Vu la loi n° 2003-11 du 1^{er} avril 2003, portant loi organique relative aux lois de finances ;

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I : MESURES PERMANENTES

A/ Dispositions relatives aux ressources

Article premier : - *A compter du 1^{er} janvier 2012, les articles 12-2), 29, 38-3), 41, 42, 43 et 46 de la section I du Titre I du Régime fiscal et domanial de la République du Niger sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :*

Art. 12-2) (nouveau) - Les amortissements comptabilisés, déterminés selon le mode linéaire, qui portent sur des éléments d'actif immobilisés, appartenant à l'entreprise, soumis à dépréciation et dont les montants correspondent à cette dépréciation.

Sous réserve de dispositions spéciales, les taux admis sont les suivants :

* frais d'établissement	20%
* immeuble industriel	5%
* immeuble d'habitation ou commercial	2%
* mobilier de bureau	10%
* matériel informatique et logiciel	50%
* matériel et outillage industriel	10%
* autre matériel et outillage	25%
* agencements et aménagements	20%
* matériel roulant	25%

Les amortissements différés, en période déficitaire, constituent également des charges déductibles :

- s'ils figurent dans le tableau de passage du résultat comptable au résultat fiscal ;
- s'ils sont imputés sur les premiers exercices bénéficiaires, après imputation des déficits et des amortissements normaux de l'exercice.

Tant que l'imputation ne peut être réalisée, le report des amortissements réputés différés est possible sans limitation de délai.

Pour qu'un bien acquis ou fabriqué soit inscrit en immobilisation, son coût de revient doit être supérieur ou égal à 100 000 francs CFA hors taxe.

La valeur d'un bien inférieure au seuil ci-dessus indiqué est considérée comme une charge déductible en une seule fois du résultat de l'exercice auquel il se rapporte.

Art. 29 (nouveau) - En matière d'impôts sur les bénéfices et de taxe sur la valeur ajoutée, les entreprises relèvent de l'un des trois régimes ci-après :

1) le régime réel normal, qui s'applique de plein droit aux entreprises personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires hors taxe sur la valeur ajoutée excède 100 millions de francs CFA.

2) le régime réel simplifié d'imposition, qui s'applique :

a) de plein droit aux entreprises personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires hors taxe sur la valeur ajoutée est compris entre 50 et 100 millions de francs CFA.

b) aux entreprises soumises à la patente synthétique qui ont opté pour le régime réel simplifié. L'option, pour le contribuable, est irrévocable pour une période de deux (2) exercices consécutifs.

3) le régime de la patente synthétique s'applique, sauf option pour le régime réel simplifié, aux entreprises individuelles dont le chiffre d'affaires tous droits et taxes compris est situé entre 5 et 50 millions de francs CFA :

L'Administration fiscale est fondée à changer de régime d'imposition de tout contribuable, nonobstant l'option de ce dernier pour le régime réel simplifié d'imposition, pour l'imposer à la patente synthétique, lorsque, pendant deux (2) exercices consécutifs son chiffre d'affaires annuel reste en deçà du seuil minimum exigible et s'il n'a pas respecté l'ensemble de ses obligations fiscales.

Nul n'est éligible aux marchés et commandes de toute nature, dont le montant toutes taxes comprises est supérieur à 5 millions de francs CFA, passés par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs démembrements ainsi que par les établissements publics et les projets, s'il n'est assujéti aux régimes réel normal ou réel simplifié d'imposition.

Lorsqu'une même personne exploite plusieurs entreprises qui, en raison de l'autonomie de leur clientèle et de la nature des prestations fournies, constituent des fonds de commerce séparés, les chiffres d'affaires s'apprécient distinctement pour chacune de ces entreprises.

Les personnes physiques **ou morales**, qui débutent leurs activités choisissent librement leur régime d'imposition. Toutefois, l'Administration fiscale peut remettre en cause le choix pour la patente synthétique et imposer le contribuable au régime d'imposition correspondant au chiffre d'affaires que ce dernier a effectivement réalisé.

Art. 38-3) (nouveau) - *Le taux de l'impôt minimum forfaitaire applicable au chiffre d'affaires défini ci-dessus est fixé à :*

- 1 % pour les entreprises industrielles ;
- 2 % pour les autres activités.

Art. 41 (nouveau) - Les taux applicables aux opérations soumises au précompte sont :

- 2 %, sur les opérations faites sur le marché intérieur par des opérateurs immatriculés et ne disposant pas d'une attestation de dispense de paiement du précompte ISB ;
- 2 %, sur les opérations de réexportation ou de transit faites par des opérateurs immatriculés ;
- 4 %, sur les opérations portuaires et douanières réalisées par des opérateurs immatriculés et ne disposant pas d'une attestation de dispense de paiement du précompte ISB ;
- 7 %, sur les opérations réalisées par les opérateurs économiques non immatriculés auprès de la direction générale des impôts.

Les taux applicables sont repris dans le tableau ci-après :

<i>Nature de l'opération</i>	<i>Taux applicable</i>
Opérations portuaires :	
1) importations faites par des opérateurs ayant un Numéro d'identification fiscale (NIF)	4 %
2) importations faites par des opérateurs n'ayant pas de NIF	7 %
Opérations douanières :	
3) importations ou exportations faites par des opérateurs ayant un NIF	4 %
4) importations ou exportations faites par des opérateurs n'ayant pas de NIF	7 %
5) opérations de réexportation ou de transit faites par des opérateurs ayant un NIF	2 %
6) opérations de réexportation ou de transit faites par des opérateurs n'ayant pas de NIF	7 %
Opérations sur le marché intérieur :	
1) ventes à des opérateurs n'ayant pas de NIF	7 %
2) ventes à des opérateurs ayant un NIF	2 %
3) prestations de services et livraisons de marchandises, faites à l'Etat, à ses démembrements ou aux entreprises, par un opérateur économique n'ayant pas de NIF	7 %
4) prestations de services et livraisons de marchandises faites à l'Etat, à ses démembrements ou aux entreprises, par un opérateur économique ayant un NIF	2 %

Art. 42 (nouveau) - Le précompte est un prélèvement opéré au titre de l'impôt sur les bénéfices. A ce titre, il ne constitue pas un élément du coût de la marchandise ou du service et ne peut être mis à la charge du client de l'entreprise.

Toutefois, pour les entreprises, personnes physiques ou morales, se livrant à la réexportation ou au transit, le précompte est un élément du coût facturé au client.

Le précompte perçu au niveau des guichets uniques portuaires est imputable sur les précomptes de même nature perçus en douane ou sur le marché intérieur.

En tant que de besoin, des dispositions réglementaires sont prises pour l'application du présent article.

Art. 43 (nouveau) - Le précompte peut être imputé par les entreprises personnes physiques ou morales imposées selon le régime réel d'imposition sur le montant de l'impôt sur les bénéfices. Il peut être imputé sur les acomptes et sur le solde de l'impôt sur les bénéfices ou de l'impôt minimum forfaitaire.

Après imputation du précompte sur les impôts dus, le crédit est reportable sans limitation sur les exercices suivants.

Toutefois, le précompte constitue un minimum d'imposition pour les entreprises se livrant aux opérations de réexportation ou de transit et pour les entreprises non soumises au régime réel d'imposition.

Art. 46 (nouveau) - Peuvent bénéficier d'une dispense du paiement du précompte, les entreprises qui ont déclaré un chiffre d'affaires supérieur à 300 millions de francs, quelle que soit l'activité, au titre de l'exercice fiscal précédent. Cette dispense est matérialisée par une attestation délivrée par la direction générale des impôts, sur demande écrite de l'entreprise.

L'attestation de dispense est personnelle et ne peut servir qu'à celui à qui elle est délivrée.

L'attestation de dispense peut être annulée, en cours d'année, en cas d'inobservation des conditions d'utilisation, de manquement aux obligations déclaratives ou d'insuffisance constatée dans les déclarations souscrites par les contribuables. Si au cours de l'examen des déclarations fiscales déposées par l'entreprise ou à l'occasion d'un contrôle de la comptabilité, il apparaît que l'entreprise bénéficiaire d'une dispense a minoré le montant du chiffre d'affaires déclaré ou, plus généralement, minoré volontairement le résultat fiscal déclaré, la dispense est immédiatement retirée pour une période de deux (2) ans. En cas de récidive, la dispense est retirée à titre définitif.

Sont exclus du bénéfice de la dispense :

- les transitaires, les commissionnaires et autres déclarants en douane réalisant des opérations pour le compte de tiers ;
- les personnes se livrant au transit ou à la réexportation en suite d'entrepôt fictif ;
- les exportateurs de bétail sur pied.

Pour leurs formalités en douane, les contribuables ci-dessus énumérés sont tenus de présenter une Attestation de Régularité Fiscale (ARF) délivrée par la direction générale des impôts.

Article deux : A compter du 1^{er} janvier 2012, l'article 121 de la section VI du Titre I du Régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié comme suit :

Art. 1- Il est institué une Attestation de régularité fiscale (ARF), délivrée par la direction générale des impôts, certifiant que l'entreprise est en règle vis-à-vis de ses obligations fiscales.

Art. 2 - L'attestation de régularité fiscale est obligatoire pour :

1) les commerçants, importateurs, industriels, producteurs, entrepreneurs de travaux publics et bâtiments, prestataires de services pour toute demande :

- a) d'agrément ;
- b) de soumission à un marché public ;
- c) d'attestation d'exonération fiscale ;
- d) de concours bancaire ;
- e) de commandes publiques.

2) les personnes physiques ou morales se livrant aux opérations de réexportation ou de transit ;

3) tout candidat à un mandat électif.

L'attestation de régularité fiscale ne peut être délivrée à un contribuable soumis à la patente synthétique, à l'exception des candidats à un mandat électif.

Art. 3 - L'attestation de régularité fiscale, délivrée par l'Administration fiscale à la demande du contribuable, est valable pour une durée de trois (3) mois :

- en son original et pour son seul objet, pour les opérations visées aux points a) à d) de l'article 2 ;
- en son original ou par copie légalisée, pour les opérations visées au point e) et au 2) de l'article 2 ;
- en son original pour les opérations visées au point 3 de l'article 2.

Article trois : - *A compter du 1^{er} janvier 2012, les articles 9 et 12 de la section III du Titre II du Régime fiscal et domanial de la République du Niger sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :*

Art. 9 (nouveau) - La taxe immobilière est assise :

- pour les personnes physiques, sur la valeur locative des biens ;
- pour les personnes morales, sur la valeur des immobilisations toutes taxes comprises avant amortissement, ou, à défaut, le prix de revient de l'immeuble.

Toutefois, pour l'outillage fixe des établissements industriels tels que définis au 2 de l'article 3, la base à retenir est égale à 75% de la valeur d'acquisition.

Les dépenses relatives aux grosses réparations à la charge des propriétaires sont déductibles de la base taxable lorsqu'elles sont dûment justifiées.

Sont réputées grosses réparations, les dépenses effectuées par le propriétaire ayant pour objet :

- la remise en état du gros-œuvre (toiture, plafonds, plancher, escaliers, façades), des canalisations ou de l'installation électrique ;
- la remise en état du mur d'une propriété ;

- le remplacement d'un ascenseur vétuste, la part de la dépense payée au titre d'un contrat d'entretien d'un ascenseur restant à la charge du propriétaire ou encore les dépenses effectuées pour rendre une installation d'ascenseur conforme aux normes réglementaires de sécurité.

Toutefois, au cours d'un même exercice, le cumul de cette déduction ne peut excéder 50% de la base taxable au titre du même immeuble. La faculté de déduction est limitée à l'exercice au cours duquel les dépenses y afférentes ont été effectuées.

Les installations et les matériels informatiques sont exclus de la base taxable.

Art. 12 (nouveau) - La taxation spécifique prévue à l'article précédent est établie comme suit :

- pour les établissements publics et les sociétés concessionnaires à caractère industriel, commercial, professionnel ou artisanal, il est accordé une réduction d'impôt de 75% ;
- pour les établissements publics à caractère sportif, culturel, social, sanitaire, agricole et/ou pastoral et scientifique, il est accordé une réduction d'impôt de 95%.

Article quatre : - *A compter du 1^{er} janvier 2012, les articles 1^{er}, 2, 3 et 7 de la section IX du Titre II du Régime fiscal et domanial de la République du Niger sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :*

Art. 1^{er} (nouveau) - Il est institué au profit des budgets de l'Etat et des collectivités territoriales une patente synthétique.

Art. 2 (nouveau) - La patente synthétique est un forfait représentatif de tous les impôts dus pour l'exercice de la profession, sans préjudice de la perception des taxes locales et du précompte au titre de l'impôt sur les bénéfices.

Art. 3 (nouveau) - Est passible de la patente synthétique, toute personne qui exerce une activité entrant dans le champ d'application de l'impôt sur les bénéfices et qui réalise un chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises, inférieur à 50 millions de francs CFA et supérieur à 5 millions de francs CFA.

Sont hors du champ d'application de la patente synthétique, les contribuables qui réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 millions de francs CFA. Ils restent soumis aux taxes locales.

Art. 7 (nouveau) - Les taux de la patente synthétique sont les suivants :

- 5% du chiffre d'affaires annuel pour les professions relevant du commerce ;
- 10% du chiffre d'affaires annuel pour les prestations de services autres que les transports.

Pour les activités relevant du secteur de transport et celles relatives à l'exploitation de débits de boissons et de restaurants, les impositions sont établies d'après les tarifs fixés respectivement aux tableaux C1 et C2 ci-dessous.

TABLEAU C1 : CATEGORISATION DES PROFESSIONS DU SECTEUR TRANSPORT

<i>Moyens de transport utilisés</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Montant semestriel de l'impôt</i>	<i>Montant annuel de l'impôt</i>
Taxi de 1 à 8 places	12 ^{ème}	25 000	50 000
Taxi collectif de 9 à 20 places assises	11 ^{ème}	32 500	65 000
Taxi collectif de 21 à 30 places assises	10 ^{ème}	45 000	90 000
Taxi collectif de 31 à 40 places assises	9 ^{ème}	80 000	160 000
Taxi collectif de 41 à 50 places assises	8 ^{ème}	100 000	200 000
Autocar de 51 à 70 places assises	7 ^{ème}	150 000	300 000
Autocar de plus de 70 places assises	6 ^{ème}	200 000	400 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/tracteur	12 ^{ème}	25 000	50 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/véhicule de moins de 5 tonnes ou 5m ³	11 ^{ème}	32 500	65 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/véhicule de 6 tonnes ou 6m ³ à 10 tonnes ou 10m ³	10 ^{ème}	45 000	90 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/véhicule de 11 tonnes ou 11m ³ à 20 tonnes ou 20m ³	9 ^{ème}	80 000	160 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/véhicule de 21 tonnes ou 21m ³ à 25 tonnes ou 25m ³	8 ^{ème}	100 000	200 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/véhicule de 26 tonnes ou 26m ³ à 30 tonnes ou 30m ³	7 ^{ème}	150 000	300 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/véhicule de 31 tonnes ou 31m ³ à 35 tonnes ou 35m ³	6 ^{ème}	200 000	400 000
Transport de marchandises ou hydrocarbure/véhicule de plus de 35 tonnes ou 35m ³	3 ^{ème}	350 000	700 000
Transport de bois et carrière 1m ³ à 3 m ³ par véhicule/an	11 ^{ème}	32 500	65 000
Transport de bois et carrière supérieur à 4m ³ à 6 m ³ par véhicule/an	10 ^{ème}	45 000	90 000
Transport pirogue avec moteur	12 ^{ème}	25 000	50 000
Auto-école, par véhicule lourd, par an	9 ^{ème}	80 000	160 000
Auto-école par véhicule léger, par an	10 ^è	45 000	90 000
Transport urbains de bagages	15 ^{ème}	10 000	20 000

TABLEAU C2 : CATÉGORISATION DES RESTAURANTS ET DÉBITS DE BOISSONS

<i>Chiffre d'affaires mensuel</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Montant semestriel de l'impôt</i>	<i>Montant annuel de l'impôt</i>
Supérieur à 2 000 000 F	1 ^{ère}	900 000	1 800 000
Compris entre 1 800 001 et 2 000 000 F	2 ^{ème}	800 000	1 600 000
Compris entre 1 500 001 et 1 800 000 F	3 ^{ème}	700 000	1 400 000
Compris entre 1 000 001 et 1 500 000 F	4 ^{ème}	600 000	1 200 000
Compris entre 800 001 et 1 000 000 F	5 ^{ème}	400 000	800 000
Inférieur à 800 000 F	6 ^{ème}	300 000	600 000
Cave et bouge quel que soit le CA	7 ^{ème}	150 000	300 000

Article cinq : - *A compter du 1^{er} janvier 2012, les articles 5, 12 et 40 de la section I du Titre III du Régime fiscal et domanial de la République du Niger sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :*

Art. 5 (nouveau) : Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

- 1) les affaires faites par les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs dans le cadre normal de leur activité ;
- 2) les importations et les ventes des produits énumérés au tableau ci-après :

PRODUITS EXONERES DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

<i>Code</i>	<i>Désignation</i>
Position : 04 01	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
Position : 04 02	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
Position : 07 14	Racine de manioc, etc.
Chapitre : 10	Céréales (maïs, mil, millet, sorgho, fonio, blé, riz à l'exception du riz de luxe et autres céréales)
Position : 11 01 00 00 00	Farines de froment (blé) ou de méteil
S/Position : 11 06 20 10 00	Farine, semoule et poudres de manioc (y compris le gari)
S/position : 19 01 10 00 00	Préparations pour l'alimentation des enfants, conditionnées pour la vente au détail
S/position : 19 01 90 00 90 Autres
S/position : 22 07 10 10 00	Alcool éthylique....à usages médicamenteux ou pharmaceutique
Position : 25 01	Sel et chlorure de sodium
Position : 27 05	Gaz de houille, gaz à l'eau
S/position : 27 10 00 42 00	Pétrole lampant
S/position : 27 11 13 00 00	Gaz butane
Position : 29 36	Pro-vitamines et vitamines
S/position : 29 39 21 00 00	Quinine et ses sels
Position : 29 41	Antibiotiques
Chapitre : 30	Produits pharmaceutiques
Chapitre : 31	Engrais
S/position : 37 01 10 00 00	Plaque et films plans...pour rayon x
S/position : 37 02 10 00 00	Pellicules photographiques sensibilisées pour rayon x
Ex Position : 38 08	Insecticides, fongicides non conditionnés pour la vente au détail
Position : 40 14	Articles d'hygiène ou de pharmacie en caoutchouc
S/position : 40 15 11 00 00	Gants pour chirurgie
S/position : 42 06 10 00 00	Cordes en boyaux
S/Position : 48 01 00 00 00	Papier journal en rouleaux ou en feuilles
S/position 48 20 20 00 00	Cahiers
S/position : 49 01 99 10 00	Livres, brochures et imprimés scolaires ou scientifiques
Position : 49 02	Journaux et publications périodiques imprimés
S/Position : 49 07 00 00 00	Timbres poste, timbres fiscaux non oblitérés....
S/position : 84 13 20 00 00	Pompes à bras
S/position : 84 13 81 00 00	Pompes avec moteurs incorporés
S/position 84 13 82 00 00	Elévateurs à liquides
S/position : 84 13 91 20 00	Parties pour pompes à bras
S/position : 84 13 91 90 00	Parties pour autres pompes
S/Position : 84 13 92 00 00	Parties d'élévateurs à liquides

Code	Désignation
S/position : 84 19 20 00 00	Stérilisateurs médico-chirurgicaux ou de laboratoires
S/position : 84 24 81 10 00	Appareils à projeter les produits insecticides
S/position : 84 24 81 20 00	Appareils pour l'arrosage
S/position : 84 24 90 00 00	Parties d'appareils mécaniques du n° 84 24
S/position : 84 32 10 00 00	Charrues
Ex. s/position : 84 32 90 00 00	Parties de charrues
Ex s/position : 84 71	Matériel informatique destiné aux établissements d'enseignement technique et professionnel, à l'exclusion des consommables.
Position : 87 13	Fauteuils roulants pour invalides
S/position : 87 14 20 00 00	Parties de fauteuils roulants ou d'autres véhicules pour invalides
Position : 90 11 et 90 12	Microscopes
Position : 90 18	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie
Position : 90 19	Appareils de mécanothérapie
S/Position : 90 20 00 00 00	Autres appareils respiratoires et masques à gaz
Position : 90 21	Articles et appareils d'orthopédies.....
Ex.position 90 22	Appareils à rayon x et appareils utilisant les radiations alpha, bêta ou gamma,.....pour usages médical, chirurgical, dentaire ou vétérinaire
Ex.position : 94 02	Mobilier pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou vétérinaire
S/Position : 96 10 00 00 00	Ardoises et tableaux pour l'écriture ou le dessin
Ex toutes positions tarifaires	Produits, matières et substances, y compris les emballages, destinés à entrer dans le processus de fabrication de produits exonérés de Taxe sur la valeur ajoutée, achetés ou importés pour les besoins d'une installation industrielle établie au Niger.

3) les ventes et reventes à l'intérieur de minerais d'uranium et substances connexes et dérivées ;

4) les ventes et reventes, à l'intérieur, de viandes de boucherie, d'abats de volailles, de fruits et de légumes ;

5) les honoraires perçus par les membres des professions médicales, paramédicales et par les vétérinaires ;

6) les recettes réalisées par les établissements d'enseignement scolaire, universitaire, technique et professionnel ;

7) les revenus tirés de la location d'immeubles nus ;

8) les exportations directes de biens et les réexportations par suite de régime douanier suspensif ;

9) les transports aériens de personnes ou de marchandises ;

10) l'avitaillement des avions ;

11) les affaires de vente, de réparation, de transformation et d'entretien d'avions destinés aux compagnies de navigation aérienne dont les services à destination de l'étranger représentent au moins 50% de l'ensemble des services qu'elles exploitent ;

12) les transports routiers de marchandises et de voyageurs ;

13) les recettes provenant de la composition, de l'impression ou de la vente de journaux et périodiques à l'exception des recettes de publicité ;

14) les activités des associations sans but lucratif légalement constituées, ainsi que celles des ciné-clubs, des centres culturels et des musées nationaux ;

15) les ventes de timbres et de papiers timbrés ;

16) les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics n'ayant pas le caractère commercial ou industriel, à l'exception des prestations relatives aux télécommunications ;

17) les affaires effectuées par les sociétés d'assurances passibles de la taxe unique sur les assurances ;

18) les opérations ayant notamment pour objet la transmission de propriété ou de clientèle, passibles des droits d'enregistrement ;

19) les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension des effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers et des organismes publics ou semi-publics habilités à réaliser des opérations d'escompte, ainsi que ceux afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

20) les fournitures d'eau et d'électricité aux ménages pour un niveau de consommation mensuelle inférieur ou égal à 50m³ pour l'eau et 150KW/H pour l'électricité ;

21) les affaires réalisées par les courtiers en assurances, agréés par le ministre chargé des finances, dans le cadre normal de leur activité ;

22) les commissions de gestion de portefeuille, perçues par les agents généraux d'assurances agréés par le ministre chargé des finances ;

23) les intérêts des obligations ;

24) les intérêts des dépôts à terme de plus de six (6) mois ;

25) les matériels et équipements militaires destinés aux forces de défense et de sécurité ;

26) les recettes réalisées par les entreprises ayant pour activité principale l'organisation de jeux de hasard et soumises à la taxe sur les jeux de hasard ;

27) les intérêts de l'emprunt contracté par les salariés, dans le cadre d'une première acquisition immobilière portant sur un terrain immatriculé au service de la conservation foncière. Pour bénéficiaire de l'exonération, le montant de l'emprunt ne doit pas excéder trente millions (30 000 000) de francs ;

28) les recettes se rattachant aux visites des monuments historiques et musées nationaux.

Art. 12 (nouveau) - Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est de 19%. Toutefois, les opérations d'importation ou de vente à l'intérieur de sucre et d'huile alimentaire sont soumises à un taux réduit de 5%.

Ces taux s'appliquent à la base taxable hors taxe sur la valeur ajoutée.

Sauf dispositions contraires, à l'importation, la base taxable est constituée de la valeur en douane des marchandises majorée du droit de douane, de la redevance statistique et, le cas échéant, du droit d'accises, de la taxe conjoncturelle à l'importation et de la taxe dégressive de protection et de toutes surtaxes analogues.

Art. 40 (nouveau) - En matière de taxe sur la valeur ajoutée, les entreprises relèvent de l'un des trois régimes ci-après :

4. le régime réel normal, qui s'applique de plein droit aux entreprises personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires hors taxe sur la valeur ajoutée excède 100 millions de francs CFA.

5. le régime réel simplifié d'imposition, qui s'applique :

c) de plein droit aux entreprises personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires hors taxe sur la valeur ajoutée est compris entre 50 et 100 millions de francs CFA.

d) aux entreprises soumises à la patente synthétique qui ont opté pour le régime réel simplifié. L'option, pour le contribuable, est irrévocable pour une période de deux (2) exercices consécutifs.

6. s'applique, sauf option pour le régime réel simplifié, aux entreprises individuelles dont le chiffre d'affaires tous droits et taxes compris est situé entre 5 et 50 millions de francs CFA :

L'Administration fiscale est fondée à changer de régime d'imposition de tout contribuable, nonobstant l'option de ce dernier pour le régime réel simplifié d'imposition, pour l'imposer à la patente synthétique, lorsque, pendant deux (2) exercices consécutifs son chiffre d'affaires annuel reste en deçà du seuil minimum exigible et s'il n'a pas respecté l'ensemble de ses obligations fiscales.

Nul n'est éligible aux marchés et commandes de toute nature, dont le montant toutes taxes comprises est supérieur à 5 millions de francs CFA, passés par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs démembrements ainsi que par les établissements publics et les projets, s'il n'est assujetti aux régimes réel normal ou réel simplifié d'imposition.

Lorsqu'une même personne exploite plusieurs entreprises qui, en raison de l'autonomie de leur clientèle et de la nature des prestations fournies, constituent des fonds de commerce séparés, les chiffres d'affaires s'apprécient distinctement pour chacune de ces entreprises.

Les personnes physiques **ou morales**, qui débutent leurs activités choisissent librement leur régime d'imposition. Toutefois, l'Administration fiscale peut remettre en cause le choix pour la patente synthétique et imposer le contribuable au régime d'imposition correspondant au chiffre d'affaires que ce dernier a effectivement réalisé.

Article six : - A compter du 1^{er} janvier 2012, l'article 1^{er} de la section II du Titre III du Régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Art. 1^{er} (nouveau)- Les cessions à titre onéreux, gratuit ou de fait, des produits suivants, aux conditions de livraison dans le territoire du Niger, sont soumises aux droits d'accises aux taux ci-après :

NTS/UEMOA(code)	Désignation	Taux
20 09 & 22 02	Boissons	
22 03 & 22 04 à 22 06 et 22 08	- non alcoolisées	15 %
	- alcoolisée	45 %
24 02 & 24 03	Tabacs	40 %
Ex chapitre 15	Huiles et corps gras alimentaires	15 %
08 02 90 10 00	Noix de cola	15 %
33 03 à 33 07	Parfumerie	15 %
09 02	Thé	12 %
09 01	Café	12 %
87 02	Véhicules de tourisme d'une puissance supérieure ou égale à 13 CV	10%

Les cessions faites par les maisons principales à leurs succursales ou magasins de détail et celles effectuées par les coopératives ou groupements d'achat à leurs membres sont imposables aux droits d'accises.

Sont assimilés à des cessions :

- les prélèvements effectués par les commerçants ou fabricants pour leurs besoins propres ;

- l'affectation à la consommation personnelle ou familiale par toute personne lorsque ladite affectation est consécutive à des entrées directes de produits provenant de l'extérieur du Niger.

Article sept : - A compter du 1^{er} janvier 2012, l'article 7 du livre VII du Code de l'enregistrement et taxes assimilées, sur le tarif de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, est modifié ainsi qu'il suit :

Catégories de véhicules	Montant de la taxe
de 1 à 2 cv	5 000 F
de 3 à 6 cv	15 000 F
de 7 à 11 cv	20 000 F
de 12 à 14 cv	25 000 F
de 15 à 19 cv	35 000 F
de 20 à 24 cv	45 000 F
de 25 cv et plus	60 000 F

Article huit : - *A compter du 1^{er} janvier 2012, l'article 4 du Titre VIII du Régime fiscal et domanial de la République du Niger est modifié et complété ainsi qu'il suit :*

Art. 4 (nouveau)- Le contribuable doit mentionner son numéro d'identification fiscale :

- 1) lors des démarches entreprises auprès des administrations ;
- 2) sur les déclarations fiscales et douanières ;
- 3) sur les factures délivrées à ses clients ;
- 4) sur les documents professionnels remis à des tiers ;
- 5) lors de l'ouverture de comptes, par les professionnels, auprès des établissements bancaires ou financiers.

Article neuf : *A compter du 1^{er} janvier 2012, l'article 21 du chapitre I du Titre IV (Dispositions particulières) de l'ordonnance n° 99-02 du 18 février 1999, portant réforme du tarif des douanes de la République du Niger est modifiée et complétée par la loi n° 2000-003 du 2 mars 2000, modifiant et complétant certaines disposition du Régime fiscal et domanial et du tarif des douanes de la République du Niger, susvisée, est modifié et complété ainsi qu'il suit :*

Art. 21 (nouveau) : la taxe spéciale de réexportation est perçue aux taux ci – après :

- produits du chapitre 24 (tabacs, cigares, cigarillos, cigarettes etc...) : 15% de la valeur en douane ;
- autres produits : 5% de la valeur en douane.

Article dix : *Sous réserve des dispositions de la présente loi, continuent d'être opérées pendant l'année budgétaire 2012, conformément aux dispositions législatives en vigueur :*

- la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;
- la perception des impôts, produits et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements et organismes publics dûment habilités.

Article onze : Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement régulier des recettes dont le recouvrement leur est confié.

Article douze : *Les régisseurs de recettes de l'Etat sont tenus de verser les produits qu'ils recouvrent au trésor public dans les délais prévus par les textes en vigueur.*

Tout manquement à cette disposition est considéré comme un détournement de deniers publics et sera passible de poursuites, conformément à la législation en vigueur.

Article treize : Sans préjudice des sanctions prévues par la loi, il est interdit à tout président d'Institution ou ministre d'intervenir en faveur des organismes relevant de sa tutelle dans le but d'interrompre ou d'empêcher la mise en œuvre des procédures légales et réglementaires de recouvrement reconnues aux comptables publics.

B/ Dispositions d'ordre financier

Article quatorze : Les obligations de l'Etat vis-à-vis des fournisseurs de l'administration ne peuvent être contractées que par les autorités habilitées à le faire, en vertu des lois et règlements ou par les agents de l'Etat ayant reçu délégation de ces autorités et lorsque les crédits nécessaires à l'exécution financière de ces obligations sont inscrits au budget et ont fait l'objet d'un engagement comptable dans les formes réglementaires prévues à cet effet.

Toute prestation effectuée en dehors de ces formes réglementaires, quelle que soit la qualité de la personne qui a effectué la commande, sera réputée être un acte d'ordre privé, intervenu entre celle-ci et le fournisseur. Aucun recours auprès de l'administration ne sera recevable dans ce cas.

Article quinze : Le Président de la République est autorisé à contracter, au nom de l'Etat, les emprunts prévus par la loi de finances et ceux destinés au financement des projets inscrits dans le programme d'investissement de l'Etat.

Article seize : Dans le cadre de la gestion de la dette intérieure et de l'exécution de ses opérations de trésorerie, l'Etat peut recourir à la titrisation et à l'emprunt public par émission de « bons de trésor » et d'obligations.

Les conditions d'émission de ces valeurs seront précisées par voie réglementaire.

Article dix-sept : Les montants des impôts, taxes et pénalités y relatives, recouverts par compensation, sont exclus de la base de calcul des remises accordées aux agents du ministère chargé des finances.

La présente disposition s'applique également aux calculs des remises accordées aux membres des Commissions ou Comités, créés par l'Etat en vue du recouvrement de deniers publics ou de la récupération de biens de l'Etat ou de ses démembrements.

C/ Dispositions relatives aux dépenses

Article dix-huit : Les crédits ouverts au budget de l'Etat, à l'exception de ceux destinés aux dépenses de personnel, constituent des autorisations maximales et non des obligations de dépenses.

Article dix-neuf : Pour la gestion 2012, le ministre chargé des finances pourra, si la situation de la trésorerie de l'Etat l'exige, prendre toutes dispositions susceptibles de réguler le rythme de libération des crédits, ainsi que celui des engagements et ordonnancements des charges de l'Etat.

TITRE II : EVALUATION DES RESSOURCES DU BUDGET

Article vingt : Les ressources du budget de l'Etat pour l'année budgétaire 2012 sont évaluées à mille deux cent soixante deux milliards sept cent soixante sept millions huit cent quatre vingt quinze mille cinquante un (1.262.767.895.051) francs CFA.

La répartition détaillée des recettes par nature est établie conformément au tableau ci-après :

ANNEXE I : DETAIL PREVISIONS DES RECETTES LF2012 (EN FRANCS CFA)

Rubriques	Nomenclature			Prévisions LF2012
TITRE 0	RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT			
Article 12	Dons projets et legs			
Paragraphe 121	Dons projets des institutions internationales mondiales			
0 121 11	Dons et Legs			197 850 259 085
Total paragraphe 121				197 850 259 085
Paragraphe 125	Fonds de concours			
0 125 30	Aide budgétaire (Banque mondiale)			30 000 000 000
0 125 33	Conférence de DOHA			1 400 000 000
0 125 35	Appui à la sécurité alimentaire(UE)			6 600 000 000
0 125 38	Aide budgétaire de l'Union européenne			26 230 000 000
0 125 46	Appui budgétaire du trésor français(AFD)			3 000 000 000
0 125 48	Aide budgétaire BAD			10 000 000 000
0 125 90	Autres fonds de concours(appui divers partenaires)			10 000 000 000
Total paragraphe 125				87 230 000 000
Total article 12				285 080 259 085
Article 15	Tirages sur emprunts projets			
Paragraphe 151	Emprunts projets multilatéraux			
0 151 10	Emprunts projets			165 763 035 966
Total paragraphe 151				165 763 035 966
Total article 15				165 763 035 966
Article 23	Immeubles			
Paragraphe 232	Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)			
0 232 10	Vente d'immeubles bâtis			471 000 000
Total paragraphe 232				471 000 000
Total article 23				471 000 000
Article 71	Recettes fiscales			
Paragraphe 711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital			
0 711 10	Impôt sur les bénéfices (ISB)			84 949 000 000
0 711 30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)			6 000 000 000
0 711 40	Amendes et confiscations de la DGI			2 579 000 000
Total paragraphe 711				93 528 000 000
Paragraphe 712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations			
0 712 10	Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)			23 592 000 000
0 712 20	Impôt général sur le revenu (I.G.R)			78 000 000
Total paragraphe 712				23 670 000 000
Paragraphe 713	Impôts sur le patrimoine			
0 713 10	Taxe Immobilière			7 999 000 000
0 713 40	Taxe spéciale sur la plus value immobilière			1 180 000 000
Total paragraphe 713				9 179 000 000

Rubriques		Nomenclature		Prévisions LF2012
Paragraphe	715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services		
0	715 11	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur		186 486 000 000
0	715 30	Taxe Unique sur les assurances		1 818 000 000
0	715 41	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur		1 836 000 000
0	715 43	Taxe sur les recettes des loteries(TRL)		2 347 000 000
0	715 44	Taxe sur les jeux de hasard(TJH)		346 000 000
0	715 51	Taxe d'apprentissage (TAP)		1 410 000 000
0	715 52	Patente synthétique (PS)		1 638 000 000
0	715 53	Permis de chasse et de visite		3 000 000
0	715 54	Taxe sur les armes à feu(TAF)		42 000 000
0	715 55	Droits miniers		1 416 000 000
0	715 57	Droit d'occupation du domaine public		770 000 000
0	715 61	Taxe sur les boissons alcooliques (TBA)		1 056 000 000
0	715 62	Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)		6 062 000 000
0	715 63	Autres droits d'accises		3 361 000 000
0	715 64	Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes(TFEAR)		82 000 000
0	715 65	Taxe sur la publicité commerciale extérieure(TPCE)		49 000 000
0	715 80	Taxe d'utilisation des réseaux de télécommunication(TURT)		3 757 000 000
0	715 87	Redevances pétrolières Ad valorem		26 150 000 000
0	715 91	Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)		2 576 000 000
0	715 92	Redevances minières(RM)		19 299 000 000
0	715 95	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP- DGI)		16 771 000 000
Total paragraphe 715				277 275 000 000
Paragraphe	716	Droits de timbre et d'enregistrement		
0	716 10	Droits de timbre		4 650 000 000
0	716 20	Droits d'enregistrement		12 049 000 000
Total paragraphe 716				16 699 000 000
Paragraphe	717	Droits et taxes à l'importation		
0	717 10	Droits de douane à l'importation (DD)		70 339 000 000
0	717 20	Redevance statistique à l'importation(RSI)		15 253 000 000
0	717 21	Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA)		148 817 000 000
0	717 30	Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP- DGD)		3 295 000 000
0	717 50	Amendes et confiscations en douane		773 000 000
Total paragraphe 717				238 477 000 000
Paragraphe	718	Droits et taxes à l'exportation		
0	718 10	Redevance statistique à l'exportation (RSE)		3 470 000 000
0	718 20	Taxe spéciale à la réexportation (TSR)		38 053 000 000
Total paragraphe 718				41 523 000 000
Paragraphe	719	Autres recettes fiscales		
0	719 10	Reversement UEMOA		5 000 000 000
0	719 11	Reversement CEDEAO		5 000 000 000
0	719 50	Recettes portuaires		5 757 000 000
0	719 60	Prélèvements p/c collectivités		13 479 750 000
Total paragraphe 719				29 236 750 000
Total article 71				729 587 750 000

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>Prévisions LF2012</i>
Article 72	Recettes non fiscales		
<i>Paragraphe</i>	<i>721</i>	<i>Revenus de l'entreprise et du domaine</i>	
0	721 10	Retenue pour logements	19 000 000
0	721 20	Permis de coupe de bois	24 000 000
0	721 30	Recettes des régies forestières	164 000 000
0	721 40	Location d'immeubles	91 000 000
0	721 50	Publicité foncière	390 000 000
0	721 60	Concessions provisoires	63 000 000
0	721 70	Concessions définitives	42 000 000
0	721 80	Bornage des terrains	27 000 000
<i>Total paragraphe 721</i>			<i>820 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>722</i>	<i>Droits et frais administratifs</i>	
0	722 10	Droit de chancellerie	15 000 000
0	722 20	Présidence/ Journal Officiel et Publication	50 000 000
<i>Total paragraphe 722</i>			<i>65 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>723</i>	<i>Amendes et condamnations pécuniaires</i>	
0	723 10	Amendes et frais de justice	50 000 000
0	723 20	Amendes et pénalités Police	1 000 000 000
0	723 30	Amendes et pénalités Gendarmerie	1 200 000 000
0	723 40	Amendes et saisies forêts et chasse	20 000 000
0	723 60	Amendes et saisies en matière de contrôle des prix-poids-mesures	20 000 000
<i>Total paragraphe 723</i>			<i>2 290 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>724</i>	<i>Produits financiers</i>	
0	724 11	Domaine mobilier	15 000 000
0	724 20	Dividendes	27 406 000 000
0	724 22	Profit oil	33 455 000 000
0	724 95	Commission de transfert BCEAO	700 000 000
0	724 96	Intérêts créditeurs BCEAO	1 000 000 000
<i>Total paragraphe 724</i>			<i>62 576 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>729</i>	<i>Autres recettes non fiscales</i>	
0	729 11	Greffiers et huissiers DGI	3 000 000
<i>Total paragraphe 729</i>			<i>3 000 000</i>
Total article 72			65 754 000 000
Article 76	Recettes exceptionnelles		
<i>Paragraphe</i>	<i>769</i>	<i>Autres recettes exceptionnelles</i>	
0	769 90	Ressources PPTE	15 594 850 000
0	769 92	Autres recettes diverses(DGI)	517 000 000
<i>Total paragraphe 769</i>			<i>16 111 850 000</i>
Total article 76			16 111 850 000
Total titre	0		1 262 767 895 051
Total général			1 262 767 895 051

TITRE III : EVALUATION DES CHARGES DU BUDGET

Article vingt-un : Le plafond des crédits ouverts au budget de l'Etat, au titre de l'année 2012, s'élève à mille deux cent soixante deux milliards sept cent soixante sept millions huit cent quatre vingt quinze mille cinquante un (1.262.767.895.051) francs CFA.

Ce plafond se répartit par titre comme suit :

<i>Titre budgétaire</i>	<i>Montant</i>
Titre 1 : Dette publique	81 371 963 000
Titre 2 : Dépenses de personnel	139 991 916 728
Titre 3: Dépenses de fonctionnement	101 170 832 506
Titre 4 : Subventions et transferts	361 921 156 910
Titre 5 : Investissements	578 312 025 907
Total dépenses	1 262 767 895 051

La répartition du plafond des crédits 2012 en services votés et mesures nouvelles se présente conformément aux articles 22 et 23 de la présente loi.

Article vingt-deux : Les services votés 2012 sont évalués à un montant de neuf cent vingt onze milliards sept cent vingt cinq millions neuf cent soixante onze mille huit cent soixante quatorze (911 725 971 874) francs CFA. La répartition de ces crédits par Section et par Titre se présente comme suit :

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Services votés 2012</i>
TITRE 1	AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES	
47	Ministère des finances	53 573 202 443
	Total titre 1	53 573 202 443
TITRE 2	DEPENSES DE PERSONNEL	
00	Cour d'Etat	6 761 204
02	Conseil supérieur de la communication	132 740 154
03	Cabinet du Premier ministre	562 282 200
05	Présidence de la République	1 311 947 399
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	12 015 568 348
07	Cour constitutionnelle	187 041 070
08	Ministère de la communication, des nouvelles technologies de l'information	408 802 800
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	1 074 363 700
10	commission nationale des droits humains	65 114 235
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	443 245 156
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	4 698 877 532
15	Ministère de la défense nationale	18 127 524 045
16	Conseil économique, social et culturel	81 000 000
17	Ministère de la justice	2 872 628 114
22	Cour des comptes	8 098 800
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	14 124 835 693
41	Ministère de la fonction publique et du travail	576 212 507
47	Ministère des finances	11 342 200 729
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	435 665 200
53	Ministère des transports	35 509 200
54	Ministère de l'agriculture	4 296 824 478
58	Ministère de l'équipement	1 129 049 335
59	Ministère des mines et du développement industriel	474 730 690
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	34 421 161 385
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	2 594 033 246
64	Ministère de la santé publique	13 671 511 296
68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	28 832 600
69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	673 882 728
	Total titre 2	125 800 443 844

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Services votés 2012</i>
TITRE 3	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
00	Cour d'Etat	183 338 564
02	Conseil supérieur de la communication	122 204 205
03	Cabinet du Premier ministre	2 337 467 000
05	Présidence de la République	6 806 930 502
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	2 606 545 550
07	Cour constitutionnelle	183 201 830
08	Ministère de la communication, des nouvelles technologies de l'information	231 206 105
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	226 484 484
10	Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales	123 882 012
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	981 241 057
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	3 803 244 626
13	Ministère du plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire	218 729 000
15	Ministère de la défense nationale	10 122 422 479
16	conseil économique, social et culturel	150 546 681
17	Ministère de la justice	2 095 751 452
18	Médiature	30 000 000
22	Cour des comptes	144 427 000
23	Ministère chargé des relations avec les institutions	28 000 000
24	Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	120 591 765
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	5 629 178 698
32	Haute autorité à la consolidation de la paix	494 469 058
33	Haut commissariat à l'initiative 3N	295 474 891
41	Ministère de la fonction publique et du travail	410 789 847
47	Ministère des finances	31 339 292 037
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	609 584 537
53	Ministère des transports	280 508 149
54	Ministère de l'agriculture	2 000 492 091
55	Ministère de l'élevage	277 566 000
58	Ministère de l'équipement	258 263 294
59	Ministère des mines et du développement industriel	266 550 431
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	6 491 101 122
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	1 051 363 992
64	Ministère de la santé publique	7 209 160 497
68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	506 048 596
69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	250 670 630
Total titre 3		87 886 728 182

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Services votés 2012</i>
TITRE 4	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	
00	Cour d'Etat	6 135 361
02	Conseil supérieur de la communication	205 119 133
03	Cabinet du Premier ministre	795 800 000
05	Présidence de la République	906 999 672
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	27 709 615 987
07	Cour constitutionnelle	3 000 000
08	Ministère de la communication, des nouvelles technologies de l'information	1 496 595 153
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	279 260 349
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	1 577 918 878
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	152 029 851
15	Ministère de la défense nationale	494 124 867
16	Conseil économique, social et culturel	20 060 551
17	Ministère de la justice	246 149 669
22	Cour des comptes	21 000 000
24	Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	10 000 000
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	514 257 782
41	Ministère de la fonction publique et du travail	184 550 906
47	Ministère des finances	215 474 957 551
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	265 000 000
53	Ministère des transports	149 809 809
54	Ministère de l'agriculture	2 432 551 816
58	Ministère de l'équipement	7 091 013 350
59	Ministère des mines et du développement industriel	517 235 000
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	34 360 421 000
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	392 451 806
64	Ministère de la santé publique	19 116 772 902
68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	135 513 597
69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	308 807 262
Total titre 4		314 867 152 252

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Services votés 2012</i>
TITRE 5	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	
00	Cour d'Etat	17 536 622
02	Conseil supérieur de la communication	49 317 994
03	Cabinet du Premier ministre	1 549 709 344
05	Présidence de la République	20 549 974 955
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	3 833 860 122
07	Cour constitutionnelle	5 040 000
08	Ministère de la communication, des nouvelles technologies de l'information	1 715 493 179
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	1 338 810 976
10	commission nationale des droits humains	9 053 192
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	960 296 847
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	353 467 594
15	Ministère de la défense nationale	6 440 356 140
16	Conseil économique, social et culturel	20 000 000
17	Ministère de la justice	1 753 191 882
18	Médiature	20 000 000
22	Cour des comptes	42 245 000
23	Ministère chargé des relations avec les institutions	38 511 954
24	Secrétariat général du gouvernement (SGG)	121 215 000
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	5 831 973 537
32	Haute autorité à la consolidation de la paix	78 000 000
33	Haut commissariat à l'initiative 3N	143 500 000
41	Ministère de la fonction publique et du travail	189 951 000
47	Ministère des finances	74 286 041 706
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	127 239 938
53	Ministère des transports	378 479 869
54	Ministère de l'agriculture	53 684 492 359
55	Ministère de l'élevage	2 280 000 000
58	Ministère de l'équipement	70 032 886 801
59	Ministère des mines et du développement industriel	1 765 165 619
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	16 340 447 680
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	46 923 802 105
64	Ministère de la santé publique	14 510 964 092
68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	972 985 000
69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	3 234 434 646
Total titre 5		329 598 445 153
Total général		911 725 971 874

Article vingt-trois : Les mesures nouvelles 2012 sont évaluées à un montant de **trois cent cinquante un milliards quarante un millions neuf cent vingt trois mille cent soixante dix sept (351 041 923 177) francs CFA**. La répartition de ces crédits par Titre et par Section se présente comme suit :

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Mesures nouvelles 2012</i>
TITRE 1	AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES	
47	Ministère des finances	27 798 760 557
	Total titre 1	27 798 760 557
TITRE 2	DEPENSES DE PERSONNEL	
00	Cour d'Etat	135 224
02	Conseil supérieur de la communication	2 654 803
03	Cabinet du Premier ministre	11 245 644
05	Présidence de la République	26 238 948
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	841 089 784
07	Cour constitutionnelle	3 740 821
08	Ministère de la communication, des nouvelles technologies de l'information	8 176 056
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	21 487 274
10	commission nationale des droits humains	26 949 073
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	153 247 161
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	93 977 551
13	Ministère du plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire	600 000 000
15	Ministère de la défense nationale	362 550 481
16	Conseil économique, social et culturel	1 620 000
17	Ministère de la justice	970 263 526
18	Médiature	66 943 951
22	Cour des comptes	281 649 200
23	Ministère chargé des relations avec les institutions	60 035 220
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	2 182 496 714
41	Ministère de la fonction publique et du travail	218 649 336
47	Ministère des finances	585 992 220
51	Ministère du tourisme et de l'artisanat	109 070 987
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	8 713 304
53	Ministère des transports	710 184
54	Ministère de l'agriculture	101 576 983
55	Ministère de l'élevage	2 199 200 730
57	Ministère de l'énergie et du pétrole	203 354 000
58	Ministère de l'équipement	63 764 987
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	3 871 981 297
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	181 582 327
64	Ministère de la sante publique	908 320 791
68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	576 652
69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	23 477 655
	Total titre 2	14 191 472 884

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Mesures nouvelles 2012</i>
TITRE 3	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
02	Conseil supérieur de la communication	1 217 668
03	Cabinet du Premier ministre	104 471 576
05	Présidence de la République	1 722 146 218
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	117 492 894
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	48 214 326
10	commission nationale des droits humains	9 295 487
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	25 303 964
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	539 194 548
13	Ministère du plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire	1 238 739 025
16	Conseil économique, social et culturel	5 453 320
17	Ministère de la justice	2 339 620 950
18	Médiature	189 388 938
22	Cour des comptes	90 206 206
23	Ministère chargé des relations avec les institutions	102 096 198
24	Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	505 763 031
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	828 848 237
41	Ministère de la fonction publique et du travail	380 273 254
51	Ministère du tourisme et de l'artisanat	328 848 857
53	Ministère des transports	52 745 512
54	Ministère de l'agriculture	413 401 708
55	Ministère de l'élevage	224 187 454
57	Ministère de l'énergie et du pétrole	403 565 528
58	Ministère de l'équipement	11 641 506
59	Ministère des mines et du développement industriel	327 420 516
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	2 277 828 910
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	234 338 104
64	Ministère de la santé publique	751 101 137
69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	11 299 252

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Mesures nouvelles 2012</i>
TITRE 4	SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	
00	Cour d'Etat	334 013
03	Cabinet du Premier ministre	335 200 000
05	Présidence de la République	46 085 243
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	3 002 524 761
07	Cour constitutionnelle	163 322
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	848 966 643
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	264 082 611
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	8 276 595
15	Ministère de la défense nationale	85 455 836
16	Conseil économique, social et culturel	4 939 449
17	Ministère de la justice	77 020 331
23	Ministère chargé des relations avec les institutions	5 331 134
24	Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	64 862 531
32	Haute autorité à la consolidation de la paix	20 000 000
41	Ministère de la fonction publique et du travail	35 449 094
47	Ministère des finances	24 974 437 640
51	Ministère du tourisme et de l'artisanat	209 000 000
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	14 426 756
53	Ministère des transports	410 393 220
54	Ministère de l'agriculture	13 156 757 335
55	Ministère de l'élevage	665 894 518
57	Ministère de l'énergie et du pétrole	123 000 000
58	Ministère de l'équipement	46 954 811
59	Ministère des mines et du développement industriel	184 765 000
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	91 874 676
64	Ministère de la santé publique	2 370 431 699
68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	7 377 440
Total titre 4		60 338 108 982

<i>Titre/Section</i>	<i>Libellé</i>	<i>Mesures nouvelles 2012</i>
TITRE 5 INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT		
00	Cour d'Etat	954 704
03	Cabinet du Premier ministre	11 113 024 931
05	Présidence de la République	24 599 621 890
06	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique	7 248 114 625
07	Cour constitutionnelle	274 381
08	Ministère de la communication, des nouvelles technologies de l'information	339 066 891
09	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture	916 438 309
10	Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales	8 745 811
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	5 966 803 304
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	1 719 021 105
13	Ministère du plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire	42 677 950 790
16	Conseil économique, social et culturel	30 000 000
17	Ministère de la justice	9 198 669 118
22	Cour des comptes	5 755 000
24	Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	390 189 827
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	4 973 692 547
32	Haute autorité à la consolidation de la paix	406 604 473
47	Ministère des finances	44 209 127 058
51	Ministère du tourisme et de l'artisanat	1 700 499 314
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	2 542 808 376
53	Ministère des transports	2 687 313 385
55	Ministère de l'élevage	8 419 535 000
57	Ministère de l'énergie et du pétrole	35 041 791 000
58	Ministère de l'équipement	13 451 005 061
59	Ministère des mines et du développement industriel	7 558 968 581
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	10 742 516 296
62	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement	25 117 071
64	Ministère de la santé publique	8 032 824 903
68	Ministère de l'urbanisme, du logement et de l'assainissement	3 750 395 000
69	Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant	956 752 003
Total titre 5		248 713 580 754
Total général		351 041 923 177

TITRE IV : BUDGETS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE ET DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Article vingt-quatre : Au titre des budgets l'Assemblée nationale et de la Haute Cour de justice pour l'année 2012, il est ouvert des crédits d'un montant de **onze milliards cent dix millions neuf cent vingt neuf mille sept cent cinquante trois (11.110.929.753) francs CFA**. Ce plafond, par structure, se répartit comme suit :

1- Assemblée nationale

<i>Titre budgétaire</i>	<i>Montant</i>
Titre 2 : Dépenses de personnel	956 612 446
Titre 3: Dépenses de fonctionnement	6 785 911 000
Titre 4 : Subventions et transferts	1 054 540 408
Titre 5 : Investissements	2 201 307 500
Total dépenses	10 998 371 354

2 - Haute Cour de justice

<i>Titre budgétaire</i>	<i>Montant</i>
Titre 3: Dépenses de fonctionnement	90 526 348
Titre 4 : Subventions et transferts	6 432 854
Titre 5 : Investissements	15 599 197
Total dépenses	112 558 399

Les budgets détaillés de ces institutions sont annexés à la présente loi.

TITRE V : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article vingt-cinq : Il est ouvert en recettes pour l'année 2012, au titre des comptes spéciaux du trésor mentionnés ci-dessous un montant de **vingt un milliards six cent soixante treize millions quatre cent vingt mille (21.673.420.000) francs CFA**, conformément au tableau ci-après :

<i>Intitulé</i>	<i>Montant</i>
Magasins sous douane	1 440 000 000
Fonds spécial d'études et de contrôle (FSEC)	181 500 000
Exploitation des affrètements avions	2 050 000 000
Exploitation matériel du génie militaire	304 700 000
Fonds national de retraite (FNR)	8 236 720 000
Fonds d'investissements prioritaires (FIP)	8 700 000 000
Fonds de développement du tourisme	132 000 000
Fonds d'appui à la formation professionnelle continue et à l'apprentissage (FAFPCA)	628 500 000
Total	21 673 420 000

Article vingt-six : Des crédits de paiement d'un montant de vingt un milliards six cent soixante treize millions quatre cent vingt mille (21.673.420.000) francs CFA sont ouverts à concurrence des prévisions respectives de recettes visées ci-dessus, et restent subordonnés à la réalisation de celles-ci.

Les tableaux détaillés des recettes et des dépenses des comptes spéciaux du trésor font l'objet de l'annexe 3 de la présente loi.

Article vingt-sept : La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Niamey, le 14 décembre 2011

Le Président de la République

Issoufou Mahamadou

Le Premier ministre

Brigi Rafini

Le ministre des finances

Ouhoumoudou Mahamadou

ANNEXE I : DETAIL PREVISIONS DES RECETTES LF2012 (EN FRANCS CFA)

Rubriques		Nomenclature		Prévisions LF2011
TITRE	0	RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT		
Article	12	Dons projets et legs		
Paragraphe		121	Dons projets des Institutions internationales mondiales	
0	121	11	Dons et legs	197 850 259 085
Total paragraphe		121		197 850 259 085
Paragraphe		125	Fonds de concours	
0	125	30	Aide budgétaire (Banque mondiale)	30 000 000 000
0	125	33	Conférence de DOHA	1 400 000 000
0	125	35	Appui à la sécurité alimentaire (UE)	6 600 000 000
0	125	38	Aide budgétaire de l'Union européenne	26 230 000 000
0	125	46	Appui budgétaire du trésor français(AFD)	3 000 000 000
0	125	48	Aide budgétaire BAD	10 000 000 000
0	125	90	Autres fonds de concours (appui divers partenaires)	10 000 000 000
Total paragraphe		125		87 230 000 000
Total article	12			285 080 259 085
Article	15	Tirages sur emprunts projets		
Paragraphe		151	Emprunts projets multilatéraux	
0	151	10	Emprunts projets	165 763 035 966
Total paragraphe		151		165 763 035 966
Total article	15			165 763 035 966
Article	23	Immeubles		
Paragraphe		232	Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)	
0	232	10	Vente d'immeubles bâtis	471 000 000
Total paragraphe		232		471 000 000
Total article	23			471 000 000
Article	71	Recettes fiscales		
Paragraphe		711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	
0	711	10	Impôt sur les bénéfices (ISB)	84 949 000 000
0	711	30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	6 000 000 000
0	711	40	Amendes et confiscations de la DGI	2 579 000 000
Total paragraphe		711		93 528 000 000
Paragraphe		712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	
0	712	10	Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	23 592 000 000
0	712	20	Impôt général sur le revenu (I.G.R)	78 000 000
Total paragraphe		712		23 670 000 000
Paragraphe		713	Impôts sur le patrimoine	
0	713	10	Taxe Immobilière	7 999 000 000
0	713	40	Taxe spéciale sur la plus value immobilière	1 180 000 000
Total paragraphe		713		9 179 000 000

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>Prévisions LF2011</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>715</i>	<i>Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</i>	
0	715	11 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	186 486 000 000
0	715	30 Taxe Unique sur les assurances	1 818 000 000
0	715	41 Taxe différentielle sur les véhicules à moteur	1 836 000 000
0	715	43 Taxe sur les recettes des loteries(TRL)	2 347 000 000
0	715	44 Taxe sur les jeux de hasard(TJH)	346 000 000
0	715	51 Taxe d'apprentissage (TAP)	1 410 000 000
0	715	52 Patente synthétique (PS)	1 638 000 000
0	715	53 Permis de chasse et de visite	3 000 000
0	715	54 Taxe sur les armes à feu (TAF)	42 000 000
0	715	55 Droits miniers	1 416 000 000
0	715	57 Droit d'occupation du domaine public	770 000 000
0	715	61 Taxe sur les boissons alcooliques (TBA)	1 056 000 000
0	715	62 Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	6 062 000 000
0	715	63 Autres droits d'accises	3 361 000 000
0	715	64 Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes (TFEAR)	82 000 000
0	715	65 Taxe sur la publicité commerciale extérieure (TPCE)	49 000 000
0	715	80 Taxe d'utilisation des réseaux de télécommunication (TURT)	3 757 000 000
0	715	87 Redevances pétrolières Ad valorem	26 150 000 000
0	715	91 Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	2 576 000 000
0	715	92 Redevances minières (RM)	19 299 000 000
0	715	95 Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP- DGI)	16 771 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>715</i>		<i>277 275 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>716</i>	<i>Droits de timbre et d'enregistrement</i>	
0	716	10 Droits de timbre	4 650 000 000
0	716	20 Droits d'enregistrement	12 049 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>716</i>		<i>16 699 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>717</i>	<i>Droits et taxes à l'importation</i>	
0	717	10 Droits de douane à l'importation (DD)	70 339 000 000
0	717	20 Redevance statistique à l'importation(RSI)	15 253 000 000
0	717	21 Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA)	148 817 000 000
0	717	30 Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP- DGD)	3 295 000 000
0	717	50 Amendes et confiscations en douane	773 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>717</i>		<i>238 477 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>718</i>	<i>Droits et taxes à l'exportation</i>	
0	718	10 Redevance statistique à l'exportation (RSE)	3 470 000 000
0	718	20 Taxe spéciale à la réexportation (TSR)	38 053 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>718</i>		<i>41 523 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>719</i>	<i>Autres recettes fiscales</i>	
0	719	10 Reversement UEMOA	5 000 000 000
0	719	11 Reversement CEDEAO	5 000 000 000
0	719	50 Recettes portuaires	5 757 000 000
0	719	60 Prélèvements p/c collectivités	13 479 750 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>719</i>		<i>29 236 750 000</i>
<i>Total article</i>	<i>71</i>		<i>729 587 750 000</i>

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>Prévisions LF2011</i>
Article 72	Recettes non fiscales		
<i>Paragraphe</i>	<i>721</i>	<i>Revenus de l'entreprise et du domaine</i>	
0	721	10 Retenue pour logements	19 000 000
0	721	20 Permis de coupe de bois	24 000 000
0	721	30 Recettes des régies forestières	164 000 000
0	721	40 Location d'immeubles	91 000 000
0	721	50 Publicité foncière	390 000 000
0	721	60 Concessions provisoires	63 000 000
0	721	70 Concessions définitives	42 000 000
0	721	80 Bornage des terrains	27 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>721</i>		<i>820 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>722</i>	<i>Droits et frais administratifs</i>	
0	722	10 Droit de chancellerie	15 000 000
0	722	20 Présidence/ Journal Officiel et Publication	50 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>722</i>		<i>65 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>723</i>	<i>Amendes et condamnations pécuniaires</i>	
0	723	10 Amendes et frais de justice	50 000 000
0	723	20 Amendes et pénalités Police	1 000 000 000
0	723	30 Amendes et pénalités Gendarmerie	1 200 000 000
0	723	40 Amendes et saisies forêts et chasse	20 000 000
0	723	60 Amendes et saisies en matière de contrôle des prix-poids-mesure	20 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>723</i>		<i>2 290 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>724</i>	<i>Produits financiers</i>	
0	724	11 Domaine mobilier	15 000 000
0	724	20 Dividendes	27 406 000 000
0	724	22 Profit OIL	33 455 000 000
0	724	95 Commission de transfert BCEAO	700 000 000
0	724	96 Intérêts créditeurs BCEAO	1 000 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>724</i>		<i>62 576 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>729</i>	<i>Autres recettes non fiscales</i>	
0	729	11 Greffiers et huissiers DGI	3 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>729</i>		<i>3 000 000</i>
Total article 72			65 754 000 000
Article 76	Recettes exceptionnelles		
<i>Paragraphe</i>	<i>769</i>	<i>Autres recettes exceptionnelles</i>	
0	769	90 Ressources PPTE	15 594 850 000
0	769	92 Autres recettes diverses(DGI)	517 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>769</i>		<i>16 111 850 000</i>
Total article 76			16 111 850 000
Total titre 0			1 262 767 895 051
Total général			1 262 767 895 051

ANNEXE II : DETAIL DES DEPENSES BUDGET LF2012 (EN FRANCS CFA)

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
TITRE 1 AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES		
SECTION 47	MINISTÈRE DES FINANCES	
Structure 47912110400	Dettes publiques	
Article 15	Amortissements des emprunts projets	
<i>Paragraphe 151</i>	<i>Emprunts projets multilatéraux</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 151 10	BID	2 275 916 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 151 10	FS-OPEP	2 077 636 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 151 10	FGECE	61 200 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 151 10	IDA	861 751 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 151 10	BOAD	2 590 893 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 151 10	BADEA	413 379 000
<i>Total 151</i>		<i>8 280 775 000</i>
<i>Paragraphe 153</i>	<i>Emprunts projets auprès des Gouvernements non affiliés au club de Paris</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 96 11 153 10	Inde	556 365 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 47 11 153 20	LAFB	89 826 000
<i>Total 153</i>		<i>646 191 000</i>
Total 15		8 926 966 000
Article 16	Amortissements des emprunts programmes	
<i>Paragraphe 161</i>	<i>Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 161 10	FS-OPEP	520 361 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 161 10	IDA	85 145 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 161 10	BADEA	1 722 697 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 161 10	Commission UEMOA	629 854 000
<i>Total 161</i>		<i>2 958 057 000</i>
<i>Paragraphe 163</i>	<i>Emprunts d'ajustement Structurel des autres Gouvernements non affiliés au club de Paris</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 40 11 163 10	FKDEA	550 802 000
<i>Total 163</i>		<i>550 802 000</i>
Total 16		3 508 859 000
Article 17	Amortissements des autres emprunts	
<i>Paragraphe 176</i>	<i>Autres emprunts intérieurs</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 10	Intérêts bons du trésor	1 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 11	Remboursements BCEAO	1 877 732 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 12	Remboursement capital emprunts obligations	3 320 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 20	Réparations civiles et contentieux	1 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 80	Provisions trésorerie(BCEAO)	20 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 90	CAADIE	10 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 96	Conventions à paiements différés (PPTE et IADM)	15 594 850 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 98	Frais transferts	300 000 000
<i>Total 176</i>		<i>53 092 582 000</i>
Total 17		53 092 582 000

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
Article 65	Intérêts et frais financiers		
<i>Paragraphe</i>	<i>651</i>	<i>Intérêts et frais financiers - dette multilatérale</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 10		FMI	3 271 291 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 651 10		IDA	1 846 335 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 651 10		FS-OPEP	323 256 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 10		FIDA	221 848 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 651 10		FGECE	5 592 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 651 10		Commission UEMOA	36 217 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 651 10		BID	712 787 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 651 10		BADEA	73 407 000
1 47 9 1 2 11 04 00 9 98 11 651 10		BIDC (FCDEA)	43 484 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 10		FAD	958 640 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 20		FIDA	89 897 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 20		FMI	131 087 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 20		FAD	819 855 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 20		BOAD	942 092 000
<i>Total 651</i>			<i>9 475 788 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>653</i>	<i>Intérêts et frais financiers - dette bilatérale auprès des Gouvernements non affiliés au club de Paris</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 3 41 11 653 10		FSD	272 494 000
1 47 9 1 2 11 04 00 9 96 11 653 10		EXIM-Inde	313 635 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 40 11 653 10		FKDEA	126 876 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 36 11 653 10		Chine	969 198 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 57 11 653 10		FADDEA	76 043 000
<i>Total 653</i>			<i>1 758 246 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>657</i>	<i>Intérêts et frais financiers - dette intérieure</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 10		Intérêts BCEAO	3 530 522 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 12		Intérêts Emprunts et Obligations	1 079 000 000
<i>Total 657</i>			<i>4 609 522 000</i>
Total 65			15 843 556 000
Total 1			81 371 963 000
Total 47			81 371 963 000
Total 1			81 371 963 000

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
TITRE 2 DÉPENSES DE PERSONNEL		
SECTION 00	COUR D'ETAT	
Structure 00111010000	Présidence de la Cour suprême	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 00 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	6 896 428
<i>Total 611</i>		6 896 428
Total 61		6 896 428
Total 2		6 896 428
Total 00		6 896 428
SECTION 02	CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION	
Structure 02111010000	Présidence du Conseil supérieur de la communication	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 02 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	135 394 957
<i>Total 611</i>		135 394 957
Total 61		135 394 957
Total 2		135 394 957
Total 02		135 394 957
SECTION 03	CABINET DU PREMIER MINISTRE	
Structure 03111010000	Cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 03 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	573 527 844
<i>Total 611</i>		573 527 844
Total 61		573 527 844
Total 2		573 527 844
Total 03		573 527 844
SECTION 05	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	
Structure 05111010000	Direction de cabinet	
Article 61	Dépenses de personnel	
Paragraphe 611	Traitements et salaires	
2 05 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 338 186 347
<i>Total 611</i>		1 338 186 347
Total 61		1 338 186 347
Total 2		1 338 186 347
Total 05		1 338 186 347

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION	06	MINISTERE DEL'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
Structure	06411010000	Cabinet	
<i>Article</i>	<i>61</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	
<i>Paragraphe</i>	<i>611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 06 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	12 856 658 132
<i>Total 611</i>			12 856 658 132
<i>Total 61</i>			12 856 658 132
Total 2			12 856 658 132
Total 06			12 856 658 132
SECTION	07	COUR CONSTITUTIONNELLE	
Structure	07111010000	Présidence du Conseil constitutionnel de Transition	
<i>Article</i>	<i>61</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	
<i>Paragraphe</i>	<i>611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 07 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	190 781 891
<i>Total 611</i>			190 781 891
<i>Total 61</i>			190 781 891
Total 2			190 781 891
Total 07			190 781 891
SECTION	08	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	
Structure	08711010000	Cabinet	
<i>Article</i>	<i>61</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	
<i>Paragraphe</i>	<i>611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 08 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	416 978 856
<i>Total 611</i>			416 978 856
<i>Total 61</i>			416 978 856
Total 2			416 978 856
Total 08			416 978 856
SECTION	09	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	
Structure	09511010000	Cabinet	
<i>Article</i>	<i>61</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	
<i>Paragraphe</i>	<i>611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 09 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	1 095 850 974
<i>Total 611</i>			1 095 850 974
<i>Total 61</i>			1 095 850 974
Total 2			1 095 850 974
Total 09			1 095 850 974

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION	10	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES	
Structure	10111020000	Secrétariat permanent	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 10 1 1 1 02 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	92 063 308
<i>Total 611</i>			92 063 308
Total 61			92 063 308
Total 2			92 063 308
Total 10			92 063 308
SECTION	11	MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI	
Structure	11511010000	Cabinet	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 11 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitement et salaire fonctionnaires	596 492 317
<i>Total 611</i>			596 492 317
Total 61			596 492 317
Total 2			596 492 317
Total 11			596 492 317
SECTION	12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR	
Structure	12111010000	Cabinet	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 12 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	4 792 855 083
<i>Total 611</i>			4 792 855 083
Total 61			4 792 855 083
Total 2			4 792 855 083
Total 12			4 792 855 083
SECTION	13	MINISTERE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	
Structure	13311010000	Cabinet/MP/AT/DC	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 13 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 30		Traitements et salaire fonctionnaires	600 000 000
<i>Total 611</i>			600 000 000
Total 61			600 000 000
Total 2			600 000 000
Total 13			600 000 000

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION	15	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	
Structure	15211010000	Cabinet MDN	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 15 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	18 490 074 526
<i>Total 611</i>			18 490 074 526
Total 61			18 490 074 526
Total 2			18 490 074 526
Total 15			18 490 074 526
SECTION	16	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	
Structure	16111010000	Conseil économique, social et culturel	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 16 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	82 620 000
<i>Total 611</i>			82 620 000
Total 61			82 620 000
Total 2			82 620 000
Total 16			82 620 000
SECTION	17	MINISTERE DE LA JUSTICE	
Structure	17211010000	Cabinet	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 17 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	3 842 891 640
<i>Total 611</i>			3 842 891 640
Total 61			3 842 891 640
Total 2			3 842 891 640
Total 17			3 842 891 640
SECTION	18	MEDIATURE	
Structure	18111010000	Médiature	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 18 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	66 943 951
<i>Total 611</i>			66 943 951
Total 61			66 943 951
Total 2			66 943 951
Total 18			66 943 951
SECTION	22	COUR DES COMPTES	
Structure	22111010000	Présidence de la Cour des comptes	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 22 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	289 748 000
<i>Total 611</i>			289 748 000
Total 61			289 748 000
Total 2			289 748 000
Total 22			289 748 000

<i>Imputation budgétaire</i>		<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION	23	MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	
Structure	23211010000	Cabinet MCRI	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 23 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	60 035 220
<i>Total 611</i>			60 035 220
<i>Total 61</i>			60 035 220
Total 2			60 035 220
Total 23			60 035 220
SECTION	25	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES RELIGIEUSES	
Structure	25311010000	Cabinet	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 25 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	16 307 332 407
<i>Total 611</i>			16 307 332 407
<i>Total 61</i>			16 307 332 407
Total 2			16 307 332 407
Total 25			16 307 332 407
SECTION	41	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL	
Structure	41311010000	Cabinet	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 41 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	794 861 843
<i>Total 611</i>			794 861 843
<i>Total 61</i>			794 861 843
Total 2			794 861 843
Total 41			794 861 843
SECTION	47	MINISTERE DES FINANCES	
Structure	47311010000	Cabinet/MF	
Article	61	Dépenses de personnel	
Paragraphe	611	Traitements et salaires	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10		Traitements et salaires fonctionnaires	6 480 339 823
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 90		Autres traitements et salaires	4 767 228 126
<i>Total 611</i>			11 247 567 949
Paragraphe	619	Autres dépenses de personnel et dépenses de personnel non ventilées	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 619 90		Rémunération membres du Gouvernement	680 625 000
<i>Total 619</i>			680 625 000
<i>Total 61</i>			11 928 192 949
Total 2			11 928 192 949
Total 47			11 928 192 949

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION 51 MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT		
Structure 51811010000 Cabinet/MTA		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 51 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	109 070 987
<i>Total 611</i>		<i>109 070 987</i>
Total 61		109 070 987
Total 2		109 070 987
Total 51		109 070 987
SECTION 52 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE		
Structure 52811010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 52 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	444 378 504
<i>Total 611</i>		<i>444 378 504</i>
Total 61		444 378 504
Total 2		444 378 504
Total 52		444 378 504
SECTION 53 MINISTERE DES TRANSPORTS		
Structure 53711010000 Cabinet/ministre des transports		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 53 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	36 219 384
<i>Total 611</i>		<i>36 219 384</i>
Total 61		36 219 384
Total 2		36 219 384
Total 53		36 219 384
SECTION 54 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
Structure 54811010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 54 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires des fonctionnaires	4 398 401 461
<i>Total 611</i>		<i>4 398 401 461</i>
Total 61		4 398 401 461
Total 2		4 398 401 461
Total 54		4 398 401 461

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION 55 MINISTERE DE L'ELEVAGE		
Structure 55811010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 55 8 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	2 199 200 730
<i>Total 611</i>		<i>2 199 200 730</i>
Total 61		2 199 200 730
Total 2		2 199 200 730
Total 55		2 199 200 730
SECTION 57 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DU PETROLE		
Structure 57711010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 57 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements salaires fonctionnaires	203 354 000
<i>Total 611</i>		<i>203 354 000</i>
Total 61		203 354 000
Total 2		203 354 000
Total 57		203 354 000
SECTION 58 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT		
Structure 58711010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 58 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 192 814 322
<i>Total 611</i>		<i>1 192 814 322</i>
Total 61		1 192 814 322
Total 2		1 192 814 322
Total 58		1 192 814 322
SECTION 59 MINISTERE DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL		
Structure 59711010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 59 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements salaires fonctionnaires	474 730 690
<i>Total 611</i>		<i>474 730 690</i>
Total 61		474 730 690
Total 2		474 730 690
Total 59		474 730 690

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION 61 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES		
Structure 61411010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 61 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	38 293 142 682
<i>Total 611</i>		38 293 142 682
Total 61		38 293 142 682
Total 2		38 293 142 682
Total 61		38 293 142 682
SECTION 62 MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		
Structure 62711010000 Cabinet		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 62 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	2 775 615 573
<i>Total 611</i>		2 775 615 573
Total 61		2 775 615 573
Total 2		2 775 615 573
Total 62		2 775 615 573
SECTION 64 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE		
Structure 64611010000 Cab/MSP/LCE		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 64 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	14 579 832 087
<i>Total 611</i>		14 579 832 087
Total 61		14 579 832 087
Total 2		14 579 832 087
Total 64		14 579 832 087
SECTION 68 MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'ASSAINISSEMENT		
Structure 68711010000 Cabinet/MU/L/A		
Article 61 Dépenses de personnel		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 68 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	29 409 252
<i>Total 611</i>		29 409 252
Total 61		29 409 252
Total 2		29 409 252
Total 68		29 409 252

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>LF2012</i>
SECTION 69	MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT	
Structure 69611010000	Cabinet du ministre de la population et des réformes sociales	
<i>Article 61 Dépenses de personnel</i>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 69 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	697 360 383
<i>Total 611</i>		697 360 383
<i>Total 61</i>		697 360 383
Total 2		697 360 383
Total 69		697 360 383
Total 2		139 991 916 728